

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 16 ΙΟΥΝΙΟΥ 1984 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 87

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

1450. Κύρωση Σύμβασης δικαστικής αρωγής σε αστικές και ποινικές υποθέσεις μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας. 1

1451. Κύρωση Συμφωνίας επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας. 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1450

Κύρωση Σύμβασης δικαστικής αρωγής σε αστικές και ποινικές υποθέσεις μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Σύμβαση δικαστικής αρωγής σε αστικές και ποινικές υποθέσεις μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας, που υπογράφτηκε στην Αθήνα στις 2 Ιουνίου 1981, της οποίας το κείμενο, σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική, έχει ως εξής:

CONVENTION

entre la République Hellénique et la République Arabe Syrienne relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale

Le Président de la République Hellénique et

Le Président de la République Arabe Syrienne

Considérant l'amitié étroite et durable entre les deux pays et désireux de renforcer leur coopération par l'établissement d'une collaboration efficace dans le domaine des rapports judiciaires.

Ont décidé de conclure la présente Convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale et, à cette fin, ont désigné comme leurs plénipotentiaires;

Le Président de la République Hellénique S.E.M. George Stamatis, Ministre de la Justice

Le Président de la République Arabe Syrienne S.E.M. Khaled Malki, Ministre de la Justice lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs. reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

1. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, du même traitement que les ressortissants de cette dernière en matière judiciaire. Dans ce but, ils auront libre accès auprès des Tribunaux et autres instances judiciaires et pourront ester en justice dans les mêmes conditions et dans les mêmes formes que les nationaux.

2. Les dispositions de la présente Convention s' appliquent aussi aux personnes juridiques constituées conformément aux lois de la Partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve leur siège.

Article 2

Il ne pourra être imposé aux ressortissants de chacuue des Parties contractantes, qui comparaissent devant les autorités judiciaires de l'autre Partie contractante, ni caution, ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, à raison de leur seule qualité d'étranger, ou à raison du seul défaut de domicile ou de résidence sur le territoire de cette autre Partie.

Article 3

En vue de l'application des dispositions de la présente Convention et sauf stipulation contraire, les autorités judiciaires de deux Parties contractantes communiquent entre elles par l'intermédiaire de leurs Ministères de la Justice. Toutefois, la voie diplomatique n'est pas exclue.

Article 4

Les demandes d'entraide judiciaire de même que les actes annexés à celles ci seront redigés dans la langue de la Partie requérante et seront accompagnée d'une traduction officielle certifiée.

Article 5

Les Ministères de la Justice des Parties contractantes procéderont réciproquement, sur demande, à des échanges d'informations visant à l'application de la présente Convention ainsi qu'au droit en vigueur dans leurs pays respectifs.

CHAPITRE II
EXECUTION DE L'ENTRAIDE JUDICIAIRE

Article 6

1. Les Parties contractantes s'engagent à s'accorder mutuellement l'entraide judiciaire dans les affaires civiles et pénales.

2. L'entraide judiciaire s'exerce par l'accomplissement d'actes déterminés de procédure, et notamment transmission de documents, perquisitions, saisis et remise de pièces à conviction, expertise, interrogatoire d'inculpés et d'accusés, audition de parties, de témoins et d'experts, ainsi que visite judiciaire des lieux.

Article 7

Les Parties contractantes, sous réserve des dispositions relatives à l'extradition, effectueront les transmissions des actes et des commissions rogatoires en matière de droit civil et pénal par l'intermédiaire des Ministères de la Justice.

Les dispositions de l'alinéa précédent n'excluent pas pour Parties contractantes, la possibilité de remettre directement par leurs missions diplomatiques ou leurs postes consulaires tous les actes judiciaires ou exctrajudiciaires destinés à leurs ressortissants, à condition que ceux-ci acceptent de les recevoir.

Article 8

La demande d'entraide judiciaire devra contenir les indications suivantes:

a) L'autorité dont émane la demande;

b) l'objet et le motif de la demande;

c) dans la mesure du possible, l'identité et la nationalité de la personne en cause, sa qualité, son occupation, son domicile ou sa résidence; pour les personnes juridiques, leur dénomination et leur siège.

d) le nom, prénom et adresse du destinataire, s'il y a lieu;

e) le nom, prénom et adresse des représentants des parties, s'il y a lieu;

f) les données nécessaires quant à l'objet de la demande, les circonstances nécessitant l'administration des preuves et, selon le cas, les questions devant être posées aux témoins et aux experts;

g) pour les commissions rogatoires en matière pénale, la demande mentionnera en outre l'inculpation et contiendra exposé sommaire, mais suffisamment clair des faits.

Article 9

L'autorité judiciaire requise transmet les actes conformément aux dispositions légales en vigueur dans son Etat, et seulement si ces actes sont accompagnés d'une traduction certifiée. Dans le cas contraire, elle remettra les actes au destinataire si ce dernier accepte de les recevoir.

Article 10

1. Si l'adresse de la personne qui doit être appellée à témoigner ou à recevoir un acte n'est pas indiquée avec précision ou si elle est inexacte, l'autorité requise devra établir l'adresse dans la mesure du possible.

2. Si l'autorité requise n'est pas compétente pour exécuter la demande, elle la transmettra, d'office, à l'autorité compétente et en informera l'autorité requérante.

Artkcle 11

1. Pour exécuter une commission rogatoire, l'autorité requise applique les dispositions législatives en vigueur dans son Etat. Cependant, l'autorité requise peut, sur demande de la Partie contractante requérante, appliquer les dispositions de procédure de cette dernière pour autant qu'elles ne sont pas contraires à la législation de la Partie requise.

2. A la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise portera en temps utile à la connaissance de l'autorité requérante le lieu et la date d'exécution de la commission rogatoire.

3. La preuve de la remise des actes sera dressée conformément à la législation de la Partie requise.

Article 12

Si la demande d'entraide judiciaire n'a pas pu être satisfaite, la Partie requise en fera connaître immédiatement le motif à la Partie requérante tout en restituant la demande et les pièces à l'appui qui l'accompagnent.

Article 13

1. Les frais causés par l'exécution des demandes d'enraide judiciaire ne seront pas remboursés entre les Parties contractantes, à l'exception de la rénumération des experts et d'autres frais occasionnés par l'exécution des expertises.

2. Le montant et la mature des frais seront communiqués à l'autorité judiciaire requérante.

Article 14

1. L'entraide judiciaire peut ne pas être accordée:

a) Si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son pays.

b) Si la demande en matière pénale se rapporte: 1) aux infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun; 2) à des infractions considerées par la Partie requise soit comme des infractions politiques, soit comme des infractions connexes à des infractions politiques.

2. En matière pénale, si l'entraide judiciaire consiste à l'exécution de commisions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie, il faut que l'infraction motivant la commission rogatoire soit punissable selon la législations des deux Parties contractantes.

CHAPITRE III

ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE DISPENSES ET REDUCTIONS DE TAXE

Article 15

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie dans la même mesure et dans les mêmes conditions des bénéfices de l'assistance judiciaire gratuite, des dispenses et des réductions des frais judiciaires et/ou des taxes de timpre accordés aux ressortissants de cette dernière en raison de leur situation matérielle.

Article 16

1. L'attestation relative à la situation matérielle nécessaire pour obtenir les bénéfices prévus à l'article 15, sera délivrée par l'autorité compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la personne intéressée a son domicile ou sa résidence.

2. Si l'intéressé réside dans un Etst tiers, l'attestation ci-dessus seta délivrée par la mission diplomatique ou le poste consulaire territorialement compétent.

Article 17

L'autorité judiciaire à laquelle sera sollicitée l' assistance judiciaire gratuite et les bénéfices prévus à l'article 15, se prononce conformément aux lois de son Etat et peut demander, à titre complémentaire, des informations auprès des autorités de l'Etat dont l' interessé est ressortissant.

Article 18

1. Si les ressortissants de l'une des Parties contractantes, domiciliés ou ayant leur résidence sur le territoire de l'autre Partie, désirent profiter devant une autorité judiciaire de la Partie contractante dont ils sont ressortissants des bénéfices prévus à l'article 15, ils pouurront le demander à l'autorité judiciaire compétente de leur domicile ou de leur résidence, conformément aux lois de cet Etat.

2. L'autorité judiciaire à laquelle sera adressée la demande de la personne concernéee, doit se charger de la traduction de la demande, de l'attestation prévue à l'article 16 et, le cas échéant, d'autre pièces à l'appui qui seront produites.

3. L'autorité judiciaire saisie conformément au paragraphe 1 du présent article de la demande ci-dessus, l'ouverra avec l'attestation prévue à l'article 16 et toutes les pièces à l'appui qui seront produites, à l' autorité judiciaire compétente de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE IV

PROTECTION DES TEMOINS ET EXPERTS

Article 19

Si une personne, quelle que soit sa nationalité, comparaît après avoir été citée devant les autorités judiciaires de la Partie requérante comme témoin ou expert, elle ne pourra être sur le territoire de cette Partie, poursuivié, arrêtée ou détenue, ni soumise à aucune autre restriction de sa liberté individuelle, pour l' infraction formant l'objet du procès dans lequel elle a été citée ou pour une autre infraction commise avant son départ du terfitoire de la Partie requise, pas plus qu'à cause do sa déposition dans le dit procès.

Article 20

1. L'immunité prévue à l'article précédent cessera lorsque le témoin ou expert, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante pendant vingt (20) jours consécutifs après que les autorités judiciaires lui ont fait connaître que sa présence n'était plus nécessaire, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera retourne, après l'avoir quitté. Dans le calcul de ce délai n'est pas compris le temps pendant lequel le témoin ou expert n'était pas en mesure, pour des raisons indépendantes de sa volonté, de quitter le territoire de la Partie requérante.

2. Les indemnités de déplacement et de séjour des témoins ou experts sont à la charge de la partie requérante les autorités consulaires de la Parties requéranté doivent avancer au témoin ou expert, sur sa demande, tout ou partie des frais de voyage.

CHAPITRE V

RECONNAISSANCE ET EXECUTION DES DECISIONS JUDICIAIRES ET ARBITRALES

Article 21

Chacune des Parties contractantes s'engage à reconnaître et à rendre exécutoires sur son territoire les jugements ci-dessous rendus sur le territoire de l'autre Partie contractante et devenus exécutoires conformément à la loi de cette Partie :

a) Les décisions judiciaires passées en force de chose jugée rendues en matière civile;

b) Les décisions judiciaires passées en force de chose jugée rendues en matière pénale quant à la réparation des dommages et à la restitution des biens;

c) Les transaction judiciaires en matière civile.

Article 22

Les décisions judiciaires mentionnées à l'article précédent seront reconnues et rendues exécutoires sur le territoire de la Partie contractante où la reconnaissance ou l'exécution est demandée dans les conditions suivantes:

a) lorsque, selon le droit de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la décision doit être reconnue ou exécutée, l'autorité judiciaire de cette dernière n'est pas exclusivement compétente pour juger l'affaire;

b) lorsque, par la reconnaissance ou l'exécution de la décision judiciaire, il ne sera pas porté atteinte aux principes fondamentaux de la législation ou à l'ordre public de la Partie sur le territoire de laquelle la reconnaissance ou l'exécution doit avoir lieu;

c) lorsque, dans la même cause, une décision passée enforce de chose jugée entre les mêmes parties, sur le même objet et ayant le même fondement n'a pas été rendue antérieurement par une aurotité judiciaire de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la décision doit être reconnue ou exécutée;

d) lorsque la partie succombante au procès n'a pas comparu ou a fait défaut, bien qu'elle ait été dûment citée devant les autorités judiciaires compétentes suivant la procédure de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la décision a été rendue.

Article 23

1. La demande visant à reconnaître ou à rendre la décision exécutoire peut être déposée directement par la partie intéressée devant l'autorité judiciaire ocmpétente de la Partie sur le territoire de laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée.

2. Devront être annexées à la demande:

a) une copie certifiée de la décision judiciaire ou de la transaction judiciaire, ainsi qu'une attestation certifiant que cette décision est exécutoire et passée en force de chose jugée, si ces éléments ne résultent pas de la décision elle-même;

b) une attestation certifiant que la partie succombante n'ayant pas participé au procès, a été dûment citée selon la législation de la Partie sur le territoire de laquelle la décision a été rendue;

c) la traduction des actes mentionnés aux alinéas a et b, ainsi que la traduction de la demande si elle n'a pas été redigée dans la langue de la Partie sur le territoire de laquelle la décision doit être reconnue ou exécutée.

3. L'exequatur est accordé par l'autorité compétente de la Partie sur le territoire de laquelle l'exécution doit avoir lieu et conformément à la procédure que la loi de cette Partie prévoit.

Article 24

L'autorité judiciaire saisie de la demande visant à reconnaître ou à rendre la décision exécutoire se limitera à établir l'existence des conditions prévues à l'article 22; si ces conditions sont réunies, cette autorité accordera la reconnaissance ou l'exécution.

Article 25

Les autorités de la Partie contractance sur le territoire de laquelle l'exécution a lieu procéderont à l' exécution conformément à leur propre loi, à moins de dispositions contraires de la présente Convention.

Article 26

Les décisions judiciaires passées en force de chose jugée de l'une Parties contractantes dans les causes relatives au statut personnel de ses propres ressortissants sont reconnues et ont des effets sur le territoire de l'autre Partie sans aucune procédure de reconnaissance.

Article 27

1. Lorsque l'une des parties au procés, dispensée de déposer une garantie au sens de l'article 2 de la présente Convention, est obligée par jugement passé en force de chose jugée de payer les frais de justice à l'autre partie, ce jugement sera exécuté sur demande gratuitement sur le territoire de l'autre Partie.

2. En ce qui concerne le recouvrement des frais de justice avancés par l'Etat et des taxes dont la partie a été déchargée, l'instance de la Partie contractante sur le territoire de laquelle a pris naissance l'obligation de paiement demandera à l'instance compétente de l'autre Partie contractante de poursuivre la récuperation de ces frais et taxes. La somme perçue sera mise à la disposition de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'autre Partie contractante.

3. Aux demandes prévues aux paragraphes 1 et 2, devront être ânnexées une copie certifiér de la partie du jugement relative au montant des frais de justice et taxes, une attestation certifiant que le jugement est passé en force de chose jugée et une traduction de ces actes.

4. L'instance qui autorise l'exécution des décisions prévues aux paragraphes 1 et 2 se limite à la seule vérification des éléments attestant que la décision est exécutoire et passée en force de chose jugée.

Article 28

Chacune des Parties contractantes reconnaîtra et autorisera l'exécution sur son territoire des sentences arbitrales en matière commerciale, rendues sur le territoire de l'autre Partie, conformément à la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangéres, signée à New York, le 10 juin 1958.

Les sentences arbitrales en matière civile rendues sur le territoire de l'une des Parties contractantes, seront reconnues et pourront être exécutées sur le torritoire de l'autre Partie sous le conditions des articles 22 et 23, et dans la mesure où ces conditions sont applicables aux sentences arbitrales.

Article 29

L'application des dispositions relatives à l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des transactions judiciaires ne peut porter atteinte aux dispositions légales des Parties contractantes relatives au transfert de sommes d'argent ou à la transmission de biens obtenus à la suite de l'exécution.

CHAPITRE VI

EXTRADITION

Article 30

1. Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement selon les règles et sous les conditions déterminées par les articles suivants et par les règles de procédure de leur droit interne, les individus qui, se trouvant sur le territoire de l'un des deux Etats, sont poursuivis pour une infraction ou recherchés aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté par les autorités judiciaires de la Partie requérante. L'extradition n'est admise que si le fait incriminé ou pour lequel l'individu a été condamné, motivant la demande d'extradition, est prévu comme infraction par les lois des deux Parties contractantes.

2. L'extradition en vue de poursuite n'est admise que si, conformément aux lois des deux Parties contra-

ctantes, le fait que vise la demande est puni d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins un an ou d'une peine plus grave. Lorsque l'extradition est demandeé aux fins de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, elle n'est admise que si la sanction prononcée est d'une durée d'au moins six mois.

3. Si la demande d'extradition vise plusieurs faits distincts punis chacun par la loi des deux Parties contractantes, mais dont certains ne remplissent pas la condition relative au taux de la sanction, la Partie requise aura la faculté d'accorder également l'extradition pour ces derniers.

Article 31

Ne peuvent être extradés :

a) Les personnes qui, à la date de la réception de la demande d'extradition, sont ressortissants de la Partie requise.

b) Les personnes ayant obtenu le droit d'asile sur le territoire de la Partie requise.

Toutefois la Partie requise s'engage, dans la mesure oû elle a compétence por les juger, à faire poursuivre ses propres nationaux qui auront commis sur le territoire de l'autre Partie des infractions punies comme crime ou délits dans les deux Etats, lorsque l'autre Partie lui adressera par voie diplomatique une demande de poursuite accompagnée des dossiers, documents, objets et informations en sa possession. La Partie requérante sera tenue informée de la suite qui aura été donnée à sa demandee.

Article 32

1. L'extradition ne sera pas accordée dans les cas suivants :

a) Si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la Partie requise comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction.

b) Si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est exclusivement militaire ne constituant pas une infraction de droit commun.

c) Si l'individu dont l'extradition est demandée fait l'objet d'un jugement définitif de la part de la Partie requise pour le ou les mêmes faits motivant la demande d'extradition.

d) Si, d'après la législation soit de la Partie requérante soit de la Partie requise, la prescription de l' action ou de la peine est acquise au moment de la réception de la demande d'extradition.

e) Si l'infraction motivant l'extradition ayant été commise hors du territoire de l'Etat requérant, la législation de l'Etat requis n'autorise pas lapoursuite d'une telle infraction commise hors de son territoire par un étranger.

f) Si le jugement de condamnation contre l'individu réclamé n'est pas exécutoire en raison d'une amnistie.

g) Si l'inftraction motivant l'extradition a été commise en tout ou en partie sur le territoire de la Partie requise.

2. L'extradition peut ne pas être accordée :

a) Si la Partie requise poursuit l'individu réclamé pour le ou les mêmes faits à raison desquels l'extradition est réclamée, ou si les autorités compétentes de la Partie requise ont décidé de ne pas entamer des poursuites ou de mettre fin aux poursuites qu'elles ont entamées pour le ou les mêmes faits.

b) Si, selon la législation de l'une des Parties contractantes, le fait motivant la demande d'extradition constitue une infraction dont la poursuite ne peut être ent mée que sur plainte de la Partie lésée.

c) Si l'individu réclamé a fait l'objet d'un jugement définitif dans un Etat tiers pour le ou les mêmes faits à raison desquels la demande est présentée et :

(i) que le jugement aura prononcé son acquittement ou

(ii) que la sanction infligée privative de liberté aura été entièrement purgée ou aura fait l'objet d'une amnistie ou d'une grâce portant sur la totalité ou sur a partie non exécutée ou

(iii) que le juge aura constaté la culpabilité de l' auteur de l' infraction sans prononcer des sanctions.

3. Si le fait, à raison duquel l' extradition est demandée, est puni de la peine capitale par la loi de la Partie requérante et que dans ce cas cette peine n' est pas prévue per la législation de la Partie requise, l' extradition pourra n' être accordée qu' à la condition que la Partie requérante donne des assurances jugées suffisantes par la Partie requise que la peine capitale ne sera pas exécutée.

Article 33

1. L' extradition peut être ajournée si l' individu dont l' extradition est demandée est impliqué dans un procès pénal ou doit purger une sanction privative de liberté infligée par une autorité judiciaire de la Partie requise. En cas d' ajournement, l' extradition ne peut avoir lieu qu' après la fin du procès pénal ou, dans le cas d' un jugement de condamnation, après que la peine aura été exécutée.

2. Dans le cas où l' ajournement arriverait à atteindre l' échéance du délai de prescription de l' action pénale ou pourrait occasionner de grandes difficultés pour l' établissement des faits. l' extradition temporaire pourra être accordée sous la condition expresse que la personne extradée sera retournée après l' accomplissement des actes de procédure pour lesquelles l' extradition a été accordée.

Article 34

1. L' individu qui aura été livré ne sera ni poursuivi, ni jugé, ni détenu en vue de l' exécution d' une peine ou d' une mesure de sureté. ni soumis à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l' extradition, sauf dans les cas suivants:

α) lorsqu' il existe un consentement préalable de la Partie requise;

b) lorsqu' ayant eu la possibilité de le faire. l' individu extradé n' a pas quitté le territoire de la Partie requérante dans un délai de 30 jours après sa relaxation définitive ou s' il y est retourné après l' avoir quitté; toutefois, n' est pas compris dans ce délai le temps pendant lequel la personne extradée n' a pas pu, pour des raisons indépendantes de sa volonté, quitter le territoire de la Partie requérante.

2. La Partie requérante pourra prendre des mesures nécessaires en vue d' une part d' un renvoi éventuel du territoire, d' autre part d' une interruption de la prescription conformément à sa législation, y compris la procédure par défaut.

3. Lorsque la qualification donnée au fait incriminé sera modifiée au cours de la procédure, l' individu extradé ne sera poursuivi ou jugé que dans la mesure où les éléments constitutifs de l' infraction nouvellement qualifiée permettraient l'extradition.

4. Sauf dans le cas prévu au paragraphe 1, alinéa b, du présent article, l' assentiment de la partie requise sera nécessaire pour permettre à la Partie requérante de livrer à un Etat tiers l' individu qui aura eté remis et qui serait recherché par l' Etat tiers pour des infractions antérieures à la remise.

Article 35

La demande d' extradition ainsi que la réponse à celle-ci se feront par la voie diplomatique. Les autres actes se rapportant à l' extradition se feront conformément à l' Article 2 de la présente Convention.

Article 36

1. La demande d' extradition sera formulée par ecrit et il sera produit à l' appui de celle-ci;

a) L'original ou l'expédition authentique soit d'une décision de condamnation exécutoire, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré dans les formes prescrites par la loi de la Partie requérante.

b) Un exposé des fait s pour lesquels l'extradition est demandée. Le temps et le lieu de leur perpétration, leur qualification légale, les références aux dispositions légales qui leur sont applicables, et la durée de la peine non exécutée, seront indiqués le plus exactement possible.

c) Une copie des dispositions légales applicables en l'espèce.

d) Le signalement aussi précis que possible de l'individu réclamé ot tous autres renseignements de nature à déterminer sen indentité et sa nationalité.

2. Si les informations communiquées par la Partie requérante se révèlent insuffisantes pour permettre à la Partie requise de prendre une décision, cette dernière Partie demandera un complément d'informations nécessaires. L'autre Partie doit répondre à cette demande dans un délai n'excédant pas deux mois. Ce délai peuut être prolongé encore de vingt jours pour des motifs fondés.

3. Si la Partie requérante ne présente pas le complément d'informations nécessaires dans le délai susdit, le Partie requise peut mettre en liberté la porsonne arrêtée.

Article 37

Lorsque les conditions de forme de l' extradition ont été remplics, la Partie requise, après avoir reçu la demande d' extradition, prendra sans retard les mesures d'arrestation de la personne réclamée, à l'exception des cas où, conformément à la présente Convention, l'extradition ne peut avoir licu.

Article 38

1. En cas d'urgence, les autorités compétentes de la Partie requérante pourront demander l' arrestation provisoire de l'individu recherché. La demande d'arrestation provisoire indiquera l'existence d'une des pièces prévues au paragraphe 1, alinéa a, de l'article 36 et fera part de l'intention d'envoyer ultérieurement une demande d'extradition; elle mentionnera l'infraction pour laquelle l'extradition sera demandée, le tepms et le lieu où l'infraction a été commise ainsi que, dans la mesure du possible, le signalement de l'individu recherché.

2. La demande d'arrestation provisoire sera transmise aux autorités compétentes de la Partie requise directement soit par la voie postale ou télégraphique, soit par l'Organisation Internationale de Police Criminelle (Interpol), soit par tout autre moyen laissant trace écrite. L'autorité requérante sera informée immédiatement de la suite donnée à sa demande.

3. L'arrestation provisoire pourra prendre fin si, dans le délai d'un mois aprés l'arrestation, la Partie requise n'a pas été saisie de la demande d'extradition et des pièces mentionnées à l'article 36. Ce délai pourra être prolongé de vingt jours, à la demande de la Partie requérante. Toutefois, la mise en liberté provisoire est possible à tout moment, sauf pour la Partie requise à prendre toute mesure qu'elle estimera nécessaire en vue d'éviter la fuite de l'individu réclamé.

4. La mise en liberté ne s'opposera pas à une nouvelle arrestation et à l'extradition si la demande d'extradition parvient ultérieurement.

Article 39

1. La Partie requise fera connaître à la Partie requérante sa décision sur l'extradition. En cas de rejet total ou partiel prononcé par l'autorité judiciaire, les motifs de la décision seront communiqués à la Partie requérante. En cas d'acceptation, la Partie requérante sera informée du lieu et de la date de la remise de l'individu à extrader ainsi que de la durée de la détention subie par celui-ci en vue de l'extradition.

2. Sous réserve du cas prévu au paragraphe 3 du présent article, si l'individu réclamé n'a pas été reçu au lieu et à la date fixés, il pourra être mis en liberté à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de cette date. Dans ce cas, si la demande d'extratition est répétée, elle pourra être rejetée.

3. En cas de force majeure empêchant la remise ou la réception de l'individu à extrader, la Partie intéressée en informera l'autre Partie; les deux Parties se mettront d'accord sur une nouvelle date de remise et les dispositions du paragraphe 2 du présent article seront alors applicables.

Article 40

Si l'extradition est demandée concurrement par plusieurs Etats, soit pour le même fait, soit pour des faits différents, la Partie requise décidera à quel Etat se fera l'extradition.

Article 41

Si l'individu extradé parvient à se soustraire aux poursuites pénales ou à ne pas comparaître en justice ou à ne pas exécuter la peine et s'il revient sur le territoire de la Partie requise, il pourra étre extradé à nouveau. Dans ce cas, il n'est plus nécessaire que les piéces prévues à l'article 36 soient produites à l'appui de la demande.

Article 42

1. A la demande de la Partie requérante, la Partie requise saisira et trnasmettra, dans la mesire permise par sa législation, les objets :

a) qui peuvent servir de pièces à conviction dans le procès pénal;

b) qui proviennent avec évidence de l'infraction ou ou ont servi à sa perpétration.

2. La remise des objets visés au paragraphe 1 du présent article se fera contre recu; elle sera aussi effectués même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de l'évasion de l'individu reclamé.

3. Lorsque lesdits opjets seront susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de la Partie requise, cette dernière pourra, aux fins d'une procédure pénale en cours, les garder temporairement ou les remettre sous condition de restitution.

4. Les droits que la Partie requise ou des tiers auraint acquis sur ces objets sont toutefois réservés.

Si de tels droits existent, les objets seront, le procès terminé, restitués le plus tôt possible et sans frais à la Partic requise.

Article 43

1. Chacune des Parties contractantes autorise, à la demande de l'autre Partie, le transit à travers son territoire des personnes extradées à cette dernière par un Etat tiers.

La demande d'autorisation est alors transmise et traitée d'après les mêmes règles que la demande d'extradition.

2. Le transit des personnes dont l'extradition n'est pas accordée en vertu de la présente Convention pourra être refusé.

Article 44

Les frais d' extradition sont à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été effectués.

Les frais de transit sont à la charge de la Partie requérante.

Article 45

Les Parties contractantes s' informent mutuellement du résultat du procès pénal intenté contre les individus extradés. Si contre ces individus une décision de condamnation passée en force de chose jugée a été rendue, une copie de cette décision doit être envoyée.

Article 46

Chacune des Parties contractantes communiquera à l' autre des donneés concernant les décisions de condamnation passées en force de chose jugée, prononcées par ses autorités judiciaire contre des ressortissants de l' autre Partie; Ces emprentes digitales existantes des condanés seront transmises en même temps.

Article 47

A la demande des autorités compétentes de l'une des Parties contracrantes, seront fournies gratuitement par les autorités compétentes de l' autre Partie des informations sur les antécédents judiciaires pénaux des individus poursuivis ou mis en jugement sur le territoire de cette dernière Partie. La communication sera faite conformément à l' article 3 de la présente Convention.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 48

1. Au sens de la présente Convention:

a) l' expression «mesure de sûreté» désigne toutes mesures privatives de liberté qui ont été ordonnées en complement ou en substitution d'une peine par sentence d' une juridiction pénale;

b) l' expression «en matière civile» comprend également le droit commercial et familial et le statut personnel;

c) l' expression «autorité judiciaire» ou «instance judiciaire» indique toute autorité ou juridiction à qui il appartient de connaître, d' arranger ou de juger les causes civiles, fimiliales et pénales, conformément aux lois de son Etat.

2. Lorsque les dispositions de la présente Convention exigent une traduction des demandes et des pièces à l' appui ou d'autres actes et documents, celle - ci sera faite dans la langue de la Partie requise ou en langue française.

Article 49

1. La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur le trentième jour après l' échange desinstruments de ratification, qui aura lieu à Damas.

2. La présente Convention pourra être dénoncée par chacune des Parties contractantes. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par l' autre Partie contractante.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes le 2 juin 1981, en deux exemplaires originaux, en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour la République Hellénique	Pour la Republique Arabe Syrienne
GEORGES STAMATIS	KHALED MALKI

ΣΥΜΒΑΣΗ

Δικαστικῆς ἀρωγῆς σὲ ἀστικὲς καὶ ποινικὲς ὑποθέσεις μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ

Ὁ Πρόεδρος τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας,

Ἔχοντας ὑπόψη τὴ στενὴ καὶ διαρκὴ φιλία μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ ἐπιθυμώντας νὰ ἐνισχύσουν τὴ συνεργασία τους μὲ τὴν καθιέρωση μιᾶς ἀποτελεσματικῆς συνεργασίας στὸν τομέα τῶν δικαστικῶν σχέσεων,

Ἀποφάσισαν νὰ συνάψουν τὴν παρούσα Σύμβαση δικαστικῆς ἀρωγῆς σὲ ἀστικὲς καὶ ποινικὲς ὑποθέσεις καὶ γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸν διόρισαν σὰν πληρεξουσίους τους:

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

Τὸν κ. Γεώργιο Σταμάτη, Ὑπουργὸ Δικαιοσύνης τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας,

Ὁ Πρόεδρος τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας

Τὸν κ. KHALED MALKI, Ὑπουργὸ Δικαιοσύνης τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας,

οἱ ὁποῖοι, ἀφοῦ ἀντάλλαξαν τὰ πληρεξούσια ἔγγραφά τους ποὺ βρέθηκαν σὲ ἀπόλυτη τάξη, συμφώνησαν τὰ ἀκόλουθα:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΠΡΩΤΟ

ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρο 1.

1. Οἱ ὑπήκοοι τοῦ κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους ἀπολαύουν στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους τῆς ἴδιας μεταχειρίσεως ὡς πρὸς τὶς δικαστικὲς ὑποθέσεις μὲ τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἄλλου αὐτοῦ Μέρους. Γιὰ τὸν σκοπὸ αὐτὸν θὰ μποροῦν νὰ ἀπευθύνονται ἐλεύθερα στὰ δικαστήρια καὶ στὰ ἄλλα δικαστικὰ ὄργανα καὶ νὰ παρίστανται σ' αὐτὰ ὑπὸ τὶς ἴδιες προϋποθέσεις καὶ ὑπὸ τοὺς ἴδιους τύπους ὅπως καὶ οἱ ὑπήκοοι.

2. Οἱ διατάξεις τῆς παρούσας Συμβάσεως ἐφαρμόζονται ἐπίσης καὶ στὰ νομικὰ πρόσωπα ποὺ συστάθηκαν σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου βρίσκεται ἡ ἕδρα τους.

Ἄρθρο 2.

Δὲν θὰ μπορεῖ νὰ ἐπιβληθεῖ στοὺς ὑπηκόους τοῦ κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους ποὺ ἐμφανίζονται ἐνώπιον τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν τοῦ ἄλλου Συμβαλλόμενου Μέρους νὰ καταβάλουν οὔτε ἐγγύηση οὔτε παρακαταθήκη μὲ ὁποιαδήποτε μορφὴ γιὰ μόνο τὸ λόγο ὅτι εἶναι ἀλλοδαποὶ ἢ δεν κατοικοῦν ἢ διαμένουν στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου αὐτοῦ Μέρους.

Ἄρθρο 3.

Γιὰ τὸ σκοπὸ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς παρούσας Συμβάσεως καὶ πλὴν ἀντίθετης διατάξεως, οἱ δικαστικὲς ἀρχὲς τῶν δύο Συμβαλλόμενων Μερῶν ἐπικοινωνοῦν μεταξύ τους μέσω τῶν ἀντίστοιχων Ὑπουργείων Δικαιοσύνης. Παρὰ ταῦτα. ἡ διπλωματικὴ ὁδὸς δὲν ἀποκλείεται.

Ἄρθρο 4.

Οἱ αἰτήσεις δικαστικῆς ἀρωγῆς καθὼς καὶ τὰ συνημμένα σ' αὐτὲς ἔγγραφα θὰ συντάσσονται στὴ γλώσσα τοῦ αἰτοῦντος Μέρους καὶ θὰ συνοδεύονται ἀπὸ ἐπίσημη κυρωμένη μετάφραση.

Ἄρθρο 5.

Τὰ Ὑπουργεῖα Δικαιοσύνης τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν θὰ προβαίνουν ἀμοιβαῖα, μετὰ ἀπὸ αἴτηση, σὲ ἀνταλλαγὴ πληροφοριῶν σχετικὰ μὲ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Συμβάσεως καθὼς καὶ μὲ τὸ ἰσχύον δίκαιο τῶν ἀντίστοιχων χωρῶν τους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΔΕΥΤΕΡΟ

Ἐκτέλεση τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς.

Ἄρθρο 6.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση νὰ παρέχουν τὸ ἕνα στὸ ἄλλο δικαστικὴ ἀρωγὴ στὶς ἀστικὲς καὶ ποινικὲς ὑποθέσεις.

2. Ἡ δικαστικὴ ἀρωγὴ ἀσκεῖται μὲ τὴν ἐκτέλεση καθορισμένων δικονομικῶν πράξεων καὶ ἰδιαίτερα μὲ τὴ διαβίβαση ἐγγράφων, ἔρευνα, κατάσχεση καὶ παράδοση πειστηρίων, πραγματογνωμοσύνη, ἀνάκριση κατηγορουμένων, ἐξέταση διαδίκων, μαρτύρων καὶ ἐμπειρογνωμόνων καθὼς καὶ μὲ τὴ δικαστικὴ αὐτοψία.

Ἄρθρο 7.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ἔκδοση διατάξεων, πραγματοποιοῦν τὴ διαβίβαση τῶν ἐγγράφων καὶ δικαστικῶν παραγγελιῶν σὲ ἀστικὲς καὶ ποινικὲς ὑποθέσεις μέσω τῶν Ὑπουργείων Δικαιοσύνης.

Οἱ διατάξεις τῆς προηγούμενης παραγράφου δὲν ἀποκλείουν στὰ Συμβαλλόμενα Μέρη τὴ δυνατότητα νὰ ἐπιδίδουν ἀπευθείας διὰ τῶν διπλωματικῶν τους ἀποστολῶν ἢ τῶν προξενικῶν τους ἀρχῶν ὅλες τὶς δικαστικὲς ἢ ἐξώδικες πράξεις ποὺ προορίζονται γιὰ τοὺς ὑπηκόους τους, μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι τοῦτοι δέχονται νὰ τὶς παραλάβουν.

Ἄρθρο 8.

Ἡ αἴτηση δικαστικῆς ἀρωγῆς περιλαμβάνει τὶς ἀκόλουθες ἐνδείξεις:

α) τὴν ἀρχὴ ἀπὸ τὴν ὁποία προέρχεται ἡ αἴτηση,

β) τὸ ἀντικείμενο καὶ τὴν αἰτιολογία τῆς αἰτήσεως,

γ) στὸ μέτρο τοῦ δυνατοῦ, τὴν ταυτότητα καὶ τὴν ὑπηκοότητα τοῦ ἐν λόγω προσώπου, τὴν ἰδιότητά του, τὸ ἐπάγγελμά του, τὴν κατοικία ἢ τὴ διαμονή του γιὰ τὰ νομικὰ πρόσωπα, τὴν ὀνομασία καὶ τὴν ἕδρα τους,

δ) ἐὰν συντρέχει περίπτωση, τὸ ἐπώνυμο, ὄνομα καὶ τὴ διεύθυνση τοῦ ἀποδέκτη,

ε) ἐὰν συντρέχει περίπτωση, τὸ ἐπώνυμο, ὄνομα καὶ τὴ διεύθυνση τῶν ἀντιπροσώπων τῶν διαδίκων.

στ) τὰ ἀπαραίτητα στοιχεῖα σχετικὰ μὲ τὸ ἀντικείμενο τῆς αἰτήσεως, τὶς περιστάσεις ποὺ δικαιολογοῦν τὴν παροχὴ ἀποδείξεων καὶ ἀνάλογα μὲ τὴν περίπτωση τὶς ἐρωτήσεις ποὺ πρέπει νὰ τεθοῦν στοὺς μάρτυρες ἢ τοὺς ἐμπειρογνώμονες,

ζ) γιὰ τὶς δικαστικὲς παραγγελίες σὲ ποινικὲς ὑποθέσεις, ἡ αἴτηση ἀναφέρει ἐκτὸς ἀπὸ τὰ ἄλλα τὴν κατηγορία καὶ περιλαμβάνει μιὰ συνοπτικὴ ἀλλὰ σαφὴ ἔκθεση τῶν γεγονότων.

Ἄρθρο 9.

Ἡ δικαστικὴ ἀρχή, πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, διαβιβάζει τὰ ἔγγραφα σύμφωνα μὲ τὶς νομοθετικὲς διατάξεις ποὺ ἰσχύουν στὸ κράτος της καὶ μόνο ἐφόσον τὰ ἔγγραφα αὐτὰ συνοδεύονται ἀπὸ κυρωμένη μετάφραση. Σὲ ἀντίθετη περίπτωση, παραδίδει τὰ ἔγγραφα στὸν παραλήπτη ἐὰν αὐτὸς δέχεται νὰ τὰ παραλάβει.

Ἄρθρο 10.

1. Ἐὰν ἡ διεύθυνση τοῦ προσώπου ποὺ πρέπει νὰ κληθεῖ σὰν μάρτυρας ἢ γιὰ νὰ παραλάβει ἕνα ἔγγραφο δὲν εἶναι ἀκριβῶς προσδιορισμένη ἢ ἐὰν εἶναι ἀνακριβής, ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση τὴν ἐξακριβώνει, ἐὰν αὐτὸ εἶναι δυνατό.

2. Ἐὰν ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση δὲν εἶναι ἁρμόδια γιὰ τὴν ἐκτέλεση τῆς αἰτήσεως, τὴ διαβιβάζει αὐτεπαγγέλτως στὴν ἁρμόδια ἀρχὴ καὶ πληροφορεῖ σχετικὰ τὴν αἰτοῦσα ἀρχή.

Ἄρθρο 11.

1. Προκειμένου νὰ ἐκτελέσει μιὰ δικαστικὴ παραγγελία ἡ ἀρχή, πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, ἐφαρμόζει τὶς νομοθετικὲς διατάξεις ποὺ ἰσχύουν στὸ κράτος της. Παρὰ ταῦτα, ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση μπορεῖ, μετὰ ἀπὸ αἴτηση τοῦ αἰτοῦντος Συμβαλλόμενου Μέρους, νὰ ἐφαρμόσει τὶς δικονομικὲς διατάξεις τοῦ Μέρους αὐτοῦ, ἐφόσον δὲν εἶναι ἀντίθετες πρὸς τὴ νομοθεσία του Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

2. Μετὰ ἀπὸ αἴτηση τῆς αἰτούσας ἀρχῆς, ἡ ἀρχὴ πρὸς τὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση γνωρίζει σὲ εὔθετο χρόνο στὴν αἰτοῦσα ἀρχὴ τὸν τόπο καὶ τὴν ἡμερομηνία ἐκτελέσεως τῆς δικαστικῆς παραγγελίας.

3. Ἡ ἀπόδειξη τῆς ἐπιδόσεως τῶν ἐγγράφων συντάσσεται σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

Ἄρθρο 12.

Ἐὰν ἡ αἴτηση δικαστικῆς ἀρωγῆς δὲν κατέστη δυνατὸ νὰ ἱκανοποιηθεῖ, τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση γνωρίζει ἀμέσως τὴν αἰτία στὸ αἰτοῦν Μέρος, ἐπιστρέφοντας συγχρόνως τὴν αἴτηση καὶ τὰ δικαιολογητικὰ ποὺ τὴ συνοδεύουν.

Ἄρθρο 13.

1. Τὰ ἔξοδα ποὺ προκύπτουν ἀπὸ τὴν ἐκτέλεση αἰτήσεων δικαστικῆς ἀρωγῆς δὲν θὰ καταβάλλονται μεταξὺ τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν, ἐκτὸς ἀπὸ τὴν ἀμοιβὴ τῶν ἐμπειρογνωμόνων καὶ τὶς ἄλλες δαπάνες ποὺ προκύπτουν ἀπὸ τὴν ἐκτέλεση πραγματογνωμοσύνης.

2. Τὸ ὕψος καὶ ἡ φύση τῶν δαπανῶν θὰ κοινοποιοῦνται στὴν αἰτοῦσα δικαστικὴ ἀρχή.

Ἄρθρο 14.

1. Ἡ δικαστικὴ ἀρωγὴ μπορεῖ νὰ μὴν παρασχεθεῖ:

α) Ἐὰν τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση κρίνει ὅτι ἡ ἐκτέλεση τῆς αἰτήσεως θὰ μποροῦσε νὰ θίξει τὴν κυριαρχία, τὴν ἀσφάλεια, τὴ δημόσια τάξη ἢ ἄλλα οὐσιώδη συμφέροντα τοῦ κράτους του.

β) Ἐὰν ἡ αἴτηση, σὲ ποινικὲς ὑποθέσεις, ἀναφέρεται:

1) σὲ στρατιωτικὰ ἐγκλήματα ποὺ δὲν ἀποτελοῦν ἐγκλήματα κοινοῦ δικαίου,

2) σὲ ἐγκλήματα ποὺ θεωροῦνται ἀπὸ τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση σὰν πολιτικὰ ἢ ἐγκλήματα συναφῆ μὲ πολιτικά.

2. Σὲ ποινικὲς ὑποθέσεις, ἐὰν ἡ δικαστικὴ ἀρωγὴ συνίσταται σὲ ἐκτέλεση δικαστικῶν παραγγελιῶν πρὸς τὸ σκοπὸ ἔρευνας ἢ κατασχέσεως, τὸ ἔγκλημα γιὰ τὸ ὁποῖο γίνεται ἡ δικαστικὴ παραγγελία πρέπει νὰ εἶναι ἀξιόποινο σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τῶν δύο Συμβαλλόμενων Μερῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΤΡΙΤΟ

Δωρεὰν δικαστικὴ ἀρωγή.

Ἀπαλλαγὲς καὶ μειώσεις φόρων.

Ἄρθρο 15.

Οἱ ὑπήκοοι τοῦ κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους θ' ἀπολαύουν στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους στὸ ἴδιο μέτρο καὶ μὲ τὶς ἴδιες προϋποθέσεις τῶν ὠφελημάτων τῆς δωρεὰν δικαστικῆς ἀρωγῆς, τῶν ἀπαλλαγῶν καὶ μειώσεων τῶν δικαστικῶν ἐξόδων καί/ἢ τῶν φόρων χαρτοσήμου ποὺ παρέχονται στοὺς ὑπηκόους τοῦ τελευταίου τούτου Μέρους ἐξαιτίας τῆς περιουσιακῆς τους καταστάσεως.

Ἄρθρο 16.

1. Η βεβαίωση γιὰ τὴν περιουσιακὴ κατάσταση, ποὺ εἶναι ἀπαραίτητη γιὰ τὴν ἀπόκτηση τῶν ὠφελημάτων ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 15, ἐκδίδεται ἀπὸ τὴν ἁρμόδια ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου τὸ ἐνδιαφερόμενο πρόσωπο κατοικεῖ ἢ διαμένει.

2. Ἐὰν τὸ ἐνδιαφερόμενο πρόσωπο διαμένει σὲ τρίτο Κράτος, ἡ παραπάνω βεβαίωση θὰ ἐκδίδεται ἀπὸ τὴ διπλωματικὴ ἀποστολὴ ἢ τὴν ἐδαφικὰ ἁρμόδια προξενικὴ ἀρχή.

Ἄρθρο 17.

Ἡ δικαστικὴ ἀρχή, ἀπὸ τὴν ὁποία ζητεῖται ἡ δωρεὰν δικαστικὴ ἀρωγὴ καὶ τὰ ὠφελήματα ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 15, ἀποφαίνεται σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους τοῦ κράτους της καὶ μπορεῖ νὰ ζητήσει συμπληρωματικὰ πληροφορίες ἀπὸ τὶς ἀρχὲς τοῦ κράτους τοῦ ὁποίου ὁ ἐνδιαφερόμενος εἶναι ὑπήκοος.

Ἄρθρο 18.

1. Ἐὰν οἱ ὑπήκοοι ἑνὸς τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν, ποὺ κατοικοῦν ἢ διαμένουν στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, ἐπιθυμοῦν νὰ ζητήσουν ἀπὸ μιὰ δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους τοῦ ὁποίου εἶναι ὑπήκοοι τὰ ὠφελήματα ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 15, θὰ μποροῦν νὰ τὸ ζητήσουν ἀπὸ τὴν ἁρμόδια δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ τόπου κατοικίας ἢ διαμονῆς τους, σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους τοῦ Κράτους αὐτοῦ.

2. Ἡ δικαστικὴ ἀρχή, στὴν ὁποία ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση τοῦ ἐνδιαφερόμενου προσώπου, πρέπει νὰ ἐπιληφθεῖ τῆς μεταφράσεως τῆς αἰτήσεως τῆς βεβαιώσεως ποὺ προβλέπεται στὸ ἄρθρο 16 καὶ ἐνδεχομένως τῶν ἄλλων δικαιολογητικῶν ποὺ προσάγονται.

3. Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ ποὺ ἐπιλαμβάνεται τῆς παραπάνω αἰτήσεως, σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὴν ἀποστέλλει μαζὶ μὲ τὴ βεβαίωση ποὺ προβλέπεται στὸ ἄρθρο 16 καὶ μὲ ὅλα τὰ δικαιολογητικὰ ποὺ προσάγονται στὴν ἁρμόδια δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ ἄλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΤΕΤΑΡΤΟ

Προστασία μαρτύρων καὶ εμπειρογνωμόνων.

Ἄρθρο 19.

Ἐὰν ἕνα πρόσωπο ὁποιασδήποτε ἐθνικότητας ἐμφανίζεται ἔπειτα ἀπὸ κλήση ἐνώπιον τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν τοῦ αἰτοῦντος Μέρους σὰν μάρτυρας ἢ ἐμπειρογνώμονας, δὲν μπορεῖ, στὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους αὐτοῦ, νὰ διωχθεῖ, συλληφθεῖ ἢ κρατηθεῖ οὔτε νὰ ὑποβληθεῖ σὲ περιορισμὸ τῆς προσωπικῆς του ἐλευθερίας γιὰ τὸ ἔγκλημα ποὺ ἀποτελεῖ τὸ ἀντικείμενο τῆς δίκης στὴν ὁποία κλήθηκε ἢ γιὰ ἄλλο ἔγκλημα ποὺ διαπράχθηκε πρὶν ἀπὸ τὴν ἀναχώρησή του ἀπὸ τὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, ἀλλὰ οὔτε καὶ ἐξαιτίας τῆς καταθέσεώς του στὴν ἐν λόγῳ δίκη.

Ἄρθρο 20.

1. Ἡ ἀσυλία ποὺ προβλέπεται στὸ προηγούμενο ἄρθρο παύει ἐὰν ὁ μάρτυρας ἢ ὁ ἐμπειρογνώμονας, παρ' ὅλο ποὺ εἶχε τὴ δυνατότητα νὰ ἐγκαταλείψει τὸ ἔδαφος τοῦ αἰτοῦντος Μέρους μέσα σὲ εἴκοσι (20) συναπτὲς μέρες ἀπὸ τότε ποὺ οἱ δικαστικὲς ἀρχὲς τοῦ γνωστοποίησαν ὅτι ἡ παρουσία του δὲν εἶναι πιὰ ἀπαραίτητη, παραμένει παρὰ ταῦτα στὸ ἔδαφος τοῦτο ἢ ἐπιστρέψει σ' αὐτὸ ἀφοῦ τὸ ἐγκατέλειψε. Στὸν ὑπολογισμὸ αὐτῆς τῆς προθεσμίας δὲν περιλαμβάνεται ὁ χρόνος κατὰ τὸν ὁποῖο ὁ μάρτυρας ἢ ὁ ἐμπειρογνώμονας δὲν ἦταν σὲ θέση νὰ ἐγκαταλείψει τὸ ἔδαφος τοῦ αἰτοῦντος Μέρους γιὰ λόγους ἀνεξάρτητους ἀπὸ τὴ θέλησή του.

2. Οἱ ἀποζημιώσεις μεταθέσεως καὶ διαμονῆς τῶν μαρτύρων ἢ τῶν ἐμπειρογνωμόνων ἐπιβαρύνουν τὸ αἰτοῦν Μέρος· οἱ προξενικὲς ἀρχὲς τοῦ αἰτοῦντος Μέρους ὀφείλουν νὰ προκαταβάλουν στὸν μάρτυρα ἢ στὸν ἐμπειρογνώμονα, μετὰ ἀπὸ αἴτησή του, ὅλα ἢ μέρος τῶν ἐξόδων ταξιδίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΠΕΜΠΤΟ

Ἀναγνώριση καὶ ἐκτέλεση τῶν δικαστικῶν καὶ διαιτητικῶν ἀποφάσεων.

Ἄρθρο 21.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωση νὰ ἀναγνωρίζει καὶ νὰ καθιστᾶ ἐκτελεστὲς στὸ ἔδαφός του τὶς κατωτέρω ἀποφάσεις ποὺ ἐκδόθηκαν στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλόμενου Μέρους καὶ ἔγιναν ἐκτελεστὲς σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους τοῦ Μέρους τούτου.

α) τὶς δικαστικὲς ἀποφάσεις σὲ ἀστικὲς ὑποθέσεις ποὺ ἀπόκτησαν ἰσχὺ δεδικασμένου.

β) τὶς δικαστικὲς ἀποφάσεις σὲ ποινικὲς ὑποθέσεις ὅσο ἀφορᾶ τὴν ἀποκατάσταση ζημιῶν καὶ τὴν ἀπόδοση ἀγαθῶν, ποὺ ἀπόκτησαν ἰσχὺ δεδικασμένου.

γ) τοὺς δικαστικοὺς συμβιβασμοὺς σὲ ἀστικὲς ὑποθέσεις.

Ἄρθρο 22.

Οἱ δικαστικὲς ἀποφάσεις ποὺ ἀναφέρονται στὸ προηγούμενο ἄρθρο θὰ ἀναγνωρίζονται καὶ θὰ ἐκτελοῦνται στὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους στὸ ὁποῖο αἰτεῖται ἡ ἀναγνώριση ἢ ἡ ἐκτέλεση ὑπὸ τὶς ἀκόλουθες προϋποθέσεις:

α) ἐὰν σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου πρέπει νὰ ἀναγνωριστεῖ ἢ ἐκτελεστεῖ ἡ ἀπόφαση, ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ τελευταίου τούτου δὲν εἶναι ἀποκλειστικὰ ἁρμόδια γιὰ τὴν ἐκδίκαση τῆς ὑποθέσεως.

β) ἐὰν μὲ τὴν ἀναγνώριση τῆς ἐκτελέσεως τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως δὲν θίγονται οἱ θεμελιώδεις ἀρχὲς τῆς νομοθεσίας ἢ ἡ δημόσια τάξη τοῦ Μ ρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου πρέπει νὰ γίνει ἡ ἀναγνώριση ἢ ἡ ἐκτέλεση.

γ) ἐάν, στὴν ἴδια ὑπόθεση, μία ἀπόφαση ποὺ ἀπόκτησε ἰσχὺ δεδικασμένου μεταξὺ τῶν αὐτῶν διαδίκων ἐπὶ τοῦ ἰδίου ἀντικειμένου καὶ τῆς ἰδίας αἰτίας δὲν ἐκδόθηκε προηγουμένως ἀπὸ δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση πρέπει νὰ ἀναγνωριστεῖ ἢ ἐκτελεστεῖ.

δ) ἐὰν ὁ ἡττηθεὶς διάδικος δὲν ἐμφανίστηκε ἢ ἐρημοδίκησε, ἂν καὶ κλήθηκε δεόντως ἐνώπιον τῶν ἁρμόδιων δικαστικῶν ἀρχῶν σύμφωνα μὲ τὴ διαδικασία τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε ἡ ἀπόφαση.

Ἄρθρο 23.

1. Ἡ αἴτηση ἀναγνωρίσεως ἢ ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως μπορεῖ νὰ κατατεθεῖ ἀπευθείας ἀπὸ τὸν ἐνδιαφερόμενο στὴν ἁρμόδια δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἀναγνώριση ἢ ἡ ἐκτέλεση.

2. Στὴν αἴτηση θὰ πρέπει νὰ ἐπισυνάπτονται:

α) κυρωμένο ἀντίγραφο τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως ἢ τοῦ δικαστικοῦ συμβιβασμοῦ, καθὼς ἐπίσης καὶ βεβαίωση ποὺ νὰ πιστοποιεῖ ὅτι ἡ ἀπόφαση αὐτὴ εἶναι ἐκτελεστὴ καὶ ἔχει ἰσχὺ δεδικασμένου, ἐὰν τὰ στοιχεῖα αὐτὰ δὲν προκύπτουν ἀπὸ τὴν ἴδια ἀπόφαση.

β) βεβαίωση ποὺ νὰ πιστοποιεῖ ὅτι ὁ ἡττηθεὶς διάδικος ποὺ δὲν ἐμφανίστηκε στὸ δικαστήριο εἶχε δεόντως κληθεῖ σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ Μέρους, στο ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐκδόθηκε ἡ ἀπόφαση.

γ) ἡ μετάφραση τῶν ἀναφερθέντων στὶς παραγράφους α καὶ β ἐγγράφων, καθὼς καὶ ἡ μετάφραση τῆς αἰτήσεως, ἐφόσον δὲν συντάχθηκε στὴ γλώσσα τοῦ Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφαση πρέπει νὰ ἀναγνωριστεῖ ἢ ἐκτελεστεῖ.

3. Τὸ ἐκτελεστήριο χορηγεῖται ἀπὸ τὴν ἁρμόδια ἀρχὴ τοῦ Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ ἐκτέλεση πρέπει νὰ λάβει χώρα καὶ σύμφωνα μὲ τὴ διαδικασία ποὺ προβλέπει ὁ νόμος τοῦ Μέρους αὐτοῦ.

Ἄρθρο 24.

Ἡ δικαστικὴ ἀρχή, ποὺ ἐπιλαμβάνεται τῆς αἰτήσεως ἀναγνωρίσεως ἢ ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως, θὰ περιοριστεῖ στὸ νὰ βεβαιώσει τὴν ὕπαρξη τῶν προβλεπόμενων στὸ ἄρθρο 22 προϋποθέσεων· ἐὰν οἱ προϋποθέσεις αὐτὲς πληροῦνται, ἡ ἀρχὴ αὐτὴ θὰ προβαίνει στὴν ἀναγνώριση ἢ τὴν ἐκτέλεση.

Ἄρθρο 25.

Οἱ ἀρχὲς τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους, στο ἔδαφος τοῦ ὁποίου λαμβάνει χώρα ἡ ἐκτέλεση, θὰ προβοῦν στὴν ἐκτέλεση σύμφωνα μὲ τὴ δική τους νομοθεσία, πλὴν ἀντιθέτων διατάξεων τῆς παρούσας Συμβάσεως.

Άρθρο 26.

Οἱ δικαστικὲς ἀποφάσεις μὲ ἰσχὺ δεδικασμένου ἑνὸς τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν ποὺ ἀναφέρονται στὶς σχετικὲς μὲ τὴν προσωπικὴ κατάσταση ὑποθέσεις τῶν ὑπηκόων του ἀναγνωρίζονται καὶ παράγουν ἀποτελέσματα στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, χωρὶς καμιὰ διαδικασία ἀναγνωρίσεως.

Άρθρο 27.

1. Ἐὰν ἕνας ἀπὸ τοὺς διαδίκους, ποὺ ἔχει ἀπαλλαγεῖ ἀπὸ τὴν καταβολὴ ἐγγυήσεως ὑπὸ τὴν ἔννοια τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσας Συμβάσεως, ὑποχρεωθεῖ, μὲ ἀπόφαση ποὺ ἔχει ἰσχὺ δεδικασμένου, νὰ καταβάλει τὰ δικαστικὰ ἔξοδα στὸ ἄλλο μέρος, ἡ ἀπόφαση αὐτὴ θὰ ἐκτελεστεῖ δωρεὰν μετὰ ἀπὸ αἴτηση στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους.

2. Ὅσον ἀφορᾶ τὴν εἴσπραξη τῶν δικαστικῶν ἐξόδων ποὺ καταβλήθηκαν ἀπὸ τὸ κράτος καὶ τῶν τελῶν ἀπὸ τὰ ὁποῖα ἀπηλλάγη ὁ διάδικος, τὸ δικαστήριο τοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους, στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου δημιουργήθηκε ἡ ὑποχρέωση πληρωμῆς, θὰ ζητεῖ ἀπὸ τὸ ἁρμόδιο δικαστήριο τοῦ ἄλλου Συμβαλλόμενου Μέρους νὰ φροντίσει γιὰ τὴν εἴσπραξη αὐτῶν τῶν ἐξόδων καὶ φόρων. Τὸ εἰσπραχθὲν ποσὸν θὰ τεθεῖ στὴ διάθεση τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς ἢ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς τοῦ ἄλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

3. Στὶς αἰτήσεις ποὺ προβλέπονται στὶς παραγράφους 1 καὶ 2 θὰ πρέπει νὰ ἐπισυνάπτεται κυρωμένο ἀντίγραφο τοῦ μέρους τῆς ἀποφάσεως ποὺ ἀναφέρεται στὸ ὕψος τῶν δικαστικῶν ἐξόδων καὶ φόρων, βεβαίωση ποὺ νὰ πιστοποιεῖ ὅτι ἡ ἀπόφαση ἀπόκτησε ἰσχὺ δεδικασμένου καὶ μετάφραση τῶν ἐγγράφων αὐτῶν.

4. Τὸ δικαστήριο ποὺ ἐπιτρέπει τὴν ἐκτέλεση τῶν ἀποφάσεων ποὺ προβλέπονται στὶς παραγράφους 1 καὶ 2 περιορίζεται στὴν ἐξακρίβωση τῶν στοιχείων ποὺ βεβαιώνουν ὅτι ἡ ἀπόφαση εἶναι ἐκτελεστὴ καὶ ἔχει ἀποκτήσει ἰσχὺ δεδικασμένου.

Άρθρο 28.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ἀναγνωρίζει καὶ ἐπιτρέπει στὸ ἔδαφός του τὴν ἐκτέλεση τῶν διαιτητικῶν ἀποφάσεων γιὰ ἐμπορικὲς ὑποθέσεις, ποὺ ἐκδόθηκαν στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, σύμφωνα μὲ τὴ Σύμβαση γιὰ τὴν ἀναγνώριση καὶ ἐκτέλεση ξένων διαιτητικῶν ἀποφάσεων, ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Ν. Ὑόρκη στὶς 10 Ἰουνίου 1958.

Οἱ διαιτητικὲς ἀποφάσεις γιὰ ἀστικὲς ὑποθέσεις ποὺ ἐκδόθηκαν στὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς Συμβαλλόμενου Μέρους ἀναγνωρίζονται καὶ μποροῦν νὰ ἐκτελοῦνται στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους ὑπὸ τὶς προϋποθέσεις τῶν ἄρθρων 22 καὶ 23 καὶ στὸ μέτρο ποὺ οἱ προϋποθέσεις αὐτὲς εἶναι ἐφαρμοστὲς στὶς διαιτητικὲς ἀποφάσεις.

Άρθρο 29.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ἐκτέλεση δικαστικῶν ἀποφάσεων, διαιτητικῶν ἀποφάσεων καὶ δικαστικῶν συμβιβασμῶν δὲν μπορεῖ νὰ θίξει τὶς νομοθετικὲς διατάξεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τὶς σχετικὲς μὲ τὴ μεταβίβαση χρημάτων ἢ ἀγαθῶν ποὺ ἀποκτήθηκαν μετὰ τὴν ἐκτέλεση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΕΚΤΟ

Ἔκδοση.
Άρθρο 30.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση νὰ παραδίδουν ἀμοιβαῖα, σύμφωνα μὲ τοὺς κανόνες καὶ μὲ τὶς προϋποθέσεις ποὺ καθορίζονται στὰ ἑπόμενα ἄρθρα καὶ στοὺς δικονομικοὺς κανόνες τῆς ἐσωτερικῆς τους νομοθεσίας, τὰ ἄτομα τὰ ὁποῖα, εὑρισκόμενα στὸ ἔδαφος ἑνὸς τῶν δύο Κρατῶν, διώκονται γιὰ ἔγκλημα ἢ ἀναζητοῦνται πρὸς τὸν σκοπὸ ἐκτελέσεως ποινῆς ἢ μέτρου ἀσφαλείας ἀπὸ τὶς δικαστικὲς ἀρχὲς τοῦ αἰτοῦντος Μέρους.

Ἡ ἔκδοση δὲν ἐπιτρέπεται παρὰ μόνον ἂν ἡ πράξη, γιὰ τὴν ὁποία διώκεται ἢ γιὰ τὴν ὁποία καταδικάστηκε τὸ ἄτομο καὶ γιὰ τὴν ὁποία γίνεται ἡ αἴτηση ἐκδόσεως, προβλέπεται ἀπὸ τοὺς νόμους τῶν δύο Συμβαλλόμενων Μερῶν σὰν ἔγκλημα.

2. Ἡ ἔκδοση πρὸς τὸ σκοπὸ διώξεως δὲν ἐπιτρέπεται παρὰ μόνον ἐάν, σύμφωνα μὲ τοὺς νόμους τῶν δύο Συμβαλλόμενων Μερῶν, ἡ πράξη στὴν ὁποία ἀναφέρεται ἡ αἴτηση, τιμωρεῖται μὲ ποινὴ στερητικὴ τῆς ἐλευθερίας τουλάχιστον ἑνὸς ἔτους κατ' ἀνώτατο ὅριο ἢ μὲ βαρύτερη ποινή. Ὅταν ἡ ἔκδοση ζητεῖται πρὸς τὸ σκοπὸ ἐκτελέσεως ποινῆς ἢ μέτρου ἀσφαλείας, δὲν ἐπιτρέπεται παρὰ μόνον, ἐὰν ἡ ἀπαγγελλόμενη ποινὴ εἶναι διάρκειας τουλάχιστον ἕξι μηνῶν.

3. Ἐὰν ἡ αἴτηση ἐκδόσεως ἀναφέρεται σὲ πολλὲς διαφορετικὲς πράξεις, ποὺ καθεμιὰ τιμωρεῖται ἀπὸ τὸν νόμο τῶν δύο Συμβαλλόμενων Μερῶν, ἀλλὰ ὁρισμένες ἀπὸ τὶς ὁποῖες δὲν πληροῦν τὴ σχετικὴ μὲ τὴν ἔκταση τῆς ποινῆς προϋπόθεση, τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση θὰ ἔχει τὴ δυνατότητα νὰ προβαίνει στὴν ἔκδοση καὶ γιὰ τὶς τελευταῖες αὐτὲς πράξεις.

Άρθρο 31.

Δὲν μποροῦν νὰ ἐκδοθοῦν:

α) Τὰ πρόσωπα, τὰ ὁποῖα κατὰ τὴν ἡμερομηνία λήψεως τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως εἶναι ὑπήκοοι τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

β) Τὰ πρόσωπα ποὺ ἔχουν ἀποκτήσει τὸ δικαίωμα ἀσύλου στὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

Παρὰ ταῦτα, τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωση, στὸ μέτρο ποὺ εἶναι ἁρμόδιο γιὰ νὰ τοὺς δικάσει, νὰ διώξει τοὺς ὑπηκόους του ποὺ ἔχουν διαπράξει στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλο Συμβαλλόμενου Μέρους ἐγκλήματα τιμωρούμενα στὰ δύο Κράτη σὰν κακουργήματα ἢ πλημμελήματα, ὅταν τὸ ἄλλο Μέρος τοῦ ἀπευθύνει μὲ τὴ διπλωματικὴ ὁδὸ αἴτηση διώξεως συνοδευόμενη ἀπὸ τοὺς φακέλλους, ἔγγραφα, ἀντικείμενα καὶ πληροφορίες ποὺ κατέχει. Τὸ αἰτοῦν Μέρος θὰ κρατεῖται ἐνήμερο γιὰ τὴ συνέχεια ποὺ θὰ δίδεται στὴν αἴτησή του.

Άρθρο 32.

1. Ἡ ἔκδοση δὲν λαμβάνει χώρα στὶς ἀκόλουθες περιπτώσεις:

α) Ἐὰν τὸ ἔγκλημα γιὰ τὸ ὁποῖο ζητεῖται ἡ ἔκδοση θεωρεῖται ἀπὸ τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση σὰν πολιτικὸ ἔγκλημα ἢ σὰν συναφὴς μὲ τέτοιο ἔγκλημα πράξη.

β) Ἐὰν τὸ ἔγκλημα γιὰ τὸ ὁποῖο ζητεῖται ἡ ἔκδοση εἶναι ἀποκλειστικὰ στρατιωτικὸ καὶ δὲν ἀποτελεῖ ἔγκλημα κοινοῦ δικαίου.

γ) Ἐὰν τὸ πρόσωπο τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοση ἀποτελεῖ ἀντικείμενο ὁριστικῆς ἀποφάσεως ἐκ μέρους τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση γιὰ τὴν ἢ τὶς ἴδιες πράξεις γιὰ τὶς ὁποῖες γίνεται ἡ αἴτηση ἐκδόσεως.

δ) Ἐάν, σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία εἴτε τοῦ αἰτοῦντος Μέρους ἢ τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, ἡ παραγραφὴ τῆς πράξεως ἢ τῆς ποινῆς ἐπέρχεται τὴ στιγμὴ τῆς λήψεως τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως.

ε) Ἐὰν τὸ ἔγκλημα, γιὰ τὸ ὁποῖο ζητεῖται ἡ ἔκδοση καὶ ποὺ διαπράχθηκε ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ αἰτοῦντος Μέρους ἡ νομοθεσία τοῦ Κράτους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση δὲν ἐπιτρέπει τὴ δίωξη τέτοιου ἐγκλήματος ποὺ διαπράχθηκε ἀπὸ ἀλλοδαπὸ ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους του.

στ) Ἐὰν ἡ καταδικαστικὴ ἀπόφαση τοῦ ἐκζητούμενου προσώπου δὲν εἶναι ἐκτελεστὴ λόγω ἀμνηστίας.

ζ) Ἐὰν τὸ ἔγκλημα γιὰ τὸ ὁποῖο γίνεται ἡ αἴτηση διαπράχθηκε ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει στὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

2. Ἡ αἴτηση ἐκδόσεως μπορεῖ νὰ μὴν ἱκανοποιηθεῖ:

α) Ἐὰν τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση διώκει τὸ ἐκζητούμενο πρόσωπο γιὰ τὴν ἢ τὶς ἴδιες πράξεις γιὰ τὶς ὁποῖες ζητεῖται ἡ ἔκδοση ἢ ἐὰν οἱ ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἀποφάσισαν νὰ

μην ασκήσουν δίωξη ή να τερματίσουν τη δίωξη την οποία είχαν ασκήσει για την ή τις ίδιες πράξεις.

β) Εάν, σύμφωνα με τη νομοθεσία του ενός των Συμβαλλόμενων Μερών, η πράξη για την οποία γίνεται η αίτηση εκδόσεως αποτελεί έγκλημα, του οποίου η δίωξη δεν μπορεί να ασκηθεί παρά μόνον κατόπιν εγκλήσεως του παθόντος.

γ) Εάν το εκζητούμενο πρόσωπο αποτέλεσε αντικείμενο οριστικής αποφάσεως σε τρίτο Κράτος για την ή τις ίδιες πράξεις για τις οποίες υποβλήθηκε η αίτηση και:

ι) εάν η απόφαση ήταν απαλλακτική,

ιι) εάν η επιβληθείσα στερητική της ελευθερίας ποινή εκτίθηκε πλήρως ή έτυχε αμνηστίας ή χάριτος στο σύνολο ή στο μέρος που δεν εκτίστηκε ή

ιιι) εάν ο δικαστής διαπίστωσε την ενοχή του δράστη του εγκλήματος χωρίς να επιβάλει ποινή.

3. Εάν η πράξη για την οποία ζητείται η έκδοση, τιμωρείται από το νόμο του αιτούντος Μέρους με θανατική ποινή, η οποία δεν προβλέπεται από τη νομοθεσία του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, η έκδοση μπορεί να μη λάβει χώρα παρά μόνον υπό τον όρο ότι το αιτούν Μέρος θα δώσει διαβεβαιώσεις, που θα κριθούν επαρκείς από το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, ότι η θανατική ποινή δεν θα εκτελεστεί.

Άρθρο 33.

1. Η έκδοση μπορεί να αναβληθεί εάν το πρόσωπο, του οποίου ζητείται η έκδοση, είναι υποκείμενο ποινικής δίκης ή πρέπει να εκτίσει ποινή στερητική της ελευθερίας που επιβλήθηκε από δικαστική αρχή του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

Σε περίπτωση αναβολής, η έκδοση δεν μπορεί να λάβει χώρα παρά μόνο μετά το τέλος της ποινικής δίκης ή, σε περίπτωση καταδικαστικής αποφάσεως, μετά την εκτέλεση της ποινής.

2. Σε περίπτωση που η αναβολή συμπέσει με την έκπνοή ή επιφέρει μεγάλες δυσκολίες στην απόδειξη των γεγονότων, η προσωρινή έκδοση θα μπορεί να γίνεται με τη ρητή προϋπόθεση ότι το εκδοθέν πρόσωπο θα επαναποσταλεί μετά το τέλος των διαδικαστικών πράξεων για τις οποίες η έκδοση έλαβε χώρα.

Άρθρο 34.

1. Το πρόσωπο που παραδόθηκε δεν μπορεί να διωχθεί ούτε να δικαστεί ή να κρατηθεί προς το σκοπό εκτελέσεως ποινής ή μέτρου ασφαλείας ούτε να υποβληθεί σε οποιοδήποτε περιορισμό της προσωπικής του ελευθερίας για οποιαδήποτε πράξη προγενέστερη της παραδόσεως, πλην εκείνης για την οποία εχώρησε η έκδοση, εκτός από τις ακόλουθες περιπτώσεις:

α) εάν υπάρχει προηγούμενη συναίνεση του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση,

β) εάν το εκδοθέν πρόσωπο, αν και είχε τη δυνατότητα να το κάνει, δεν εγκατέλειψε το έδαφος του αιτούντος Μέρους μέσα σε προθεσμία 30 ημερών από την οριστική αποφυλάκισή του ή εάν επέστρεψε αφού το εγκατέλειψε· σ' αυτή την προθεσμία εν τούτοις δεν συμπεριλαμβάνεται το χρονικό διάστημα κατά το οποίο το εκδοθέν πρόσωπο δεν μπόρεσε να εγκαταλείψει το έδαφος του αιτούντος Μέρους για λόγους ανεξάρτητους από τη θέλησή του.

2. Το αιτούν Μέρος μπορεί να λαμβάνει τα απαραίτητα μέτρα προς το σκοπό αφενός ενδεχόμενης επαναποστολής εκ του εδάφους και αφετέρου διακοπής της παραγραφής σύμφωνα με τη νομοθεσία του, συμπεριλαμβανόμενης της ερημοδικίας.

3. Εάν ο χαρακτηρισμός που δόθηκε στην πράξη τροποποιήθηκε κατά τη διαδικασία, το εκδοθέν πρόσωπο δεν διώκεται ούτε δικάζεται παρά μόνο στο μέτρο που τα στοιχεία που συνθέτουν το εκ νέου χαρακτηρισθέν έγκλημα επιτρέπουν την έκδοση.

4. Πλην της περιπτώσεως, που προβλέπεται στην παράγραφο 1 υποπαράγραφος β του παρόντος άρθρου, η συγκατάθεση του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση θα είναι απαραίτητη για να επιτραπεί στο αιτούν Μέρος να παραδώσει σε τρίτο κράτος το πρόσωπο που του έχει παραδοθεί και που αναζητείται από το τρίτο Κράτος για εγκλήματα προγενέστερα της παραδόσεως.

Άρθρο 35.

Η αίτηση εκδόσεως καθώς και η απάντηση σ' αυτή θα γίνονται με τη διπλωματική οδό. Οι άλλες πράξεις που αναφέρονται στην έκδοση θα γίνονται σύμφωνα με το άρθρο 3 της παρούσας Συμβάσεως.

Άρθρο 36.

1. Η αίτηση εκδόσεως θα διατυπώνεται εγγράφως και θα προσκομίζονται προς υποστήριξή της:

α) Το πρωτότυπο ή κυρωμένο αντίγραφο είτε εκτελεστής καταδικαστικής αποφάσεως είτε εντάλματος συλλήψεως ή κάθε άλλου εγγράφου που έχει την ίδια ισχύ και που εκδόθηκε σύμφωνα με τον επιβαλλόμενο από τη νομοθεσία του αιτούντος Μέρους τύπο.

β) Έκθεση των πράξεων για τις οποίες ζητείται η έκδοση. Ο χρόνος και ο τόπος τελέσεώς τους, ο νομικός τους χαρακτηρισμός, οι παραπομπές στις νομοθετικές διατάξεις που είναι εφαρμοστέες σ' αυτές και η διάρκεια της μη εκτελεσθείσας ποινής θα υποδεικνύονται όσο το δυνατόν ακριβέστερα.

γ) Αντίγραφο των νομοθετικών διατάξεων που είναι εφαρμοστέες στην περίπτωση.

δ) Την όσο το δυνατόν ακριβέστερη περιγραφή του εκζητούμενου προσώπου και όλες τις άλλες πληροφορίες τις σχετικές με τον προσδιορισμό της ταυτότητας και της υπηκοότητάς του.

2. Εάν οι διαβιβαζόμενες από το αιτούν Μέρος πληροφορίες αποδειχθούν ανεπαρκείς για να επιτρέψουν στο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση να πάρει μια απόφαση, το τελευταίο αυτό Μέρος ζητά τις απαραίτητες συμπληρωματικές πληροφορίες. Το άλλο Μέρος πρέπει να απαντήσει σ' αυτή την αίτηση μέσα σε προθεσμία που να μην υπερβαίνει τους δύο μήνες. Η προθεσμία αυτή μπορεί να παραταθεί για είκοσι ακόμα ημέρες εφόσον υπάρχουν βάσιμοι λόγοι.

3. Εάν το αιτούν Μέρος δεν παρουσιάζει τις απαραίτητες συμπληρωματικές πληροφορίες μέσα στην ως άνω προθεσμία, το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να απολύσει το συλληφθέν πρόσωπο.

Άρθρο 37.

Εφόσον τηρήθηκαν οι όροι του τύπου της εκδόσεως, το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, αφού λάβει την αίτηση εκδόσεως, λαμβάνει χωρίς καθυστέρηση τα μέτρα συλλήψεως του εκζητούμενου προσώπου, πλην των περιπτώσεων στις οποίες, σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση, η έκδοση δεν μπορεί να λάβει χώρα.

Άρθρο 38.

1. Σε επείγουσες περιπτώσεις, οι αρμόδιες αρχές του αιτούντος Μέρους θα μπορούν να ζητούν την προσωρινή σύλληψη του αναζητούμενου προσώπου. Η αίτηση προσωρινής συλλήψεως αναφέρει την ύπαρξη ενός των εγγράφων των

προβλεπόμενων στὴν παράγραφο 1 ὑποπαράγραφο (α) τοῦ ἄρθρου 36 καὶ θὰ γνωρίζει τὴν πρόθεση μεταγενέστερης ἀποστολῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως· ἀναφέρει τὸ ἔγκλημα γιὰ τὸ ὁποῖο ζητεῖται ἡ ἔκδοση, τὸ χρόνο καὶ τόπο τῆς διαπράξεώς του καθὼς ἐπίσης, στὸ μέτρο τοῦ δυνατοῦ, τὴν περιγραφὴ τοῦ ἀναζητούμενου προσώπου.

2. Ἡ αἴτηση προσωρινῆς συλλήψεως διαβιβάζεται ἀπευθείας στὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση εἴτε ταχυδρομικῶς ἢ τηλεγραφικῶς εἴτε διὰ τῆς INTERPOL ἢ δι' οἱουδήποτε ἄλλου τρόπου, γραπτῶς. Ἡ αἰτοῦσα ἀρχὴ πληροφορεῖται ἀμέσως τὴ συνέχεια ποὺ δόθηκε στὴν αἴτησή της.

3. Ἡ προσωρινὴ σύλληψη θὰ μπορεῖ νὰ λήξει, ἐάν, ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς μήνα μετὰ τὴ σύλληψη, τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση δὲν ἐπιλήφθηκε τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως καὶ τῶν ἐγγράφων ποὺ μνημονεύονται στὸ ἄρθρο 36.

Ἡ προθεσμία αὐτὴ μπορεῖ νὰ παραταθεῖ 20 ἡμέρες μετὰ ἀπὸ αἴτηση τοῦ αἰτοῦντος Μέρους. Πάντως, ἡ προσωρινὴ ἀπόλυση εἶναι δυνατὴ ἀνὰ πᾶσα στιγμή, ἐκτὸς ἂν τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση λάβει κάθε μέτρο ποὺ θεωρεῖ ἀπαραίτητο γιὰ νὰ ἀποφευχθεῖ ἡ διαφυγὴ τοῦ ἐκζητουμένου προσώπου.

4. Ἡ ἀπόλυση δὲν ἀντίκειται σὲ νέα σύλληψη καὶ ἔκδοση, ἐὰν ἡ αἴτηση ἐκδόσεως περιέλθει ἀργότερα.

Ἄρθρο 39.

1. Τὸ Μέρος πρὸς το ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση γνωστοποιεῖ στὸ αἰτοῦν Μέρος τὴν ἀπόφασή του ἐπὶ τῆς ἐκδόσεως. Σὲ περίπτωση ὁλικῆς ἢ μερικῆς ἀπορρίψεως ἐκ μέρους τῆς δικαστικῆς ἀρχῆς, τὸ αἰτιολογικὸ τῆς ἀποφάσεως κοινοποιεῖται στὸ αἰτοῦν Μέρος. Σὲ περίπτωση ἀποδοχῆς, τὸ αἰτοῦν Μέρος πληροφορεῖται τὸν τόπο καὶ τὴν ἡμερομηνία τῆς παραδόσεως τοῦ ἐκδιδόμενου προσώπου καθὼς καὶ τὴ διάρκεια τῆς κρατήσεώς του ἐνόψη τῆς ἐκδόσεως.

2. Μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῆς περιπτώσεως ποὺ προβλέπεται στὴν παράγραφο 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐὰν τὸ ἐκζητούμενο πρόσωπο δὲν παραδοθεῖ στὸν καθορισμένο χρόνο καὶ ἡμερομηνία, θὰ μπορεῖ νὰ ἀπολυθεῖ μετὰ τὴν ἐκπνοὴ προθεσμίας 15 ἡμερῶν ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία αὐτή. Σ' αὐτὴ τὴν περίπτωση, ἐὰν ἡ αἴτηση ἐκδόσεως ἐπαναληφθεῖ, μπορεῖ νὰ ἀπορριφθεῖ.

3. Σὲ περίπτωση ἀνωτέρας βίας, ποὺ ἐμποδίζει τὴν παράδοση ἢ τὴν παραλαβὴ τοῦ προσώπου, τὸ ἐνδιαφερόμενο Μέρος πληροφορεῖ περὶ αὐτοῦ τὸ ἄλλο Μέρος· τὰ δύο μέρη συμφωνοῦν ἐπὶ μιᾶς καινούργιας ἡμερομηνίας παραδόσεως, ὁπότε θὰ εἶναι ἐφαρμοστέες οἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρο 40.

Ἐὰν ὑπάρχει συρροὴ αἰτήσεων ἐκδόσεως ἀπὸ πολλὰ Κράτη εἴτε γιὰ τὴν ἴδια πράξη ἢ γιὰ διαφορετικὲς πράξεις, τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἀποφασίζει πρὸς ποιὸ κράτος θὰ γίνει ἡ ἔκδοση.

Ἄρθρο 41.

Ἐὰν τὸ πρόσωπο ποὺ ἐκδόθηκε κατορθώσει νὰ ἐκφύγει τῆς ποινικῆς διώξεως ἢ νὰ μὴν ἐμφανισθεῖ στὸ δικαστήριο ἢ νὰ μὴν ἐκτελέσει τὴν ποινὴ καὶ ἐφόσον ἐπανέλθει στὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, θὰ μπορεῖ νὰ ἐπανεκδοθεῖ. Σ' αὐτὴ τὴν περίπτωση, δὲν εἶναι πιὰ ἀπαραίτητο νὰ προσκομίζονται πρὸς ὑποστήριξή της τὰ προβλεπόμενα στὸ ἄρθρο 36 ἔγγραφα.

Ἄρθρο 42.

1. Μετὰ ἀπὸ αἴτηση τοῦ αἰτοῦντος Μέρους, τὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση θὰ κατάσχει καὶ θὰ παραδίδει, στὸ ἐπιτρεπόμενο ἀπὸ τὴ νομοθεσία μέτρο, τὰ ἀντικείμενα:

α) ποὺ μποροῦν νὰ χρησιμέψουν σὰν τεκμήρια στὴ δίκη,

β) ποὺ ἀποδεδειγμένα προέρχονται ἀπὸ τὸ ἔγκλημα ἢ χρησίμεψαν στὴν τέλεσή του.

2. Ἡ παράδοση τῶν ἀντικειμένων ποὺ προβλέπονται στὴν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ γίνεται ἔναντι ἀποδείξεως· θὰ πραγματοποιεῖται ἀκόμα καὶ στὴν περίπτωση ποὺ ἡ ἤδη παρασχεθεῖσα ἔκδοση δὲν μπορεῖ νὰ λάβει χώρα λόγω τοῦ θανάτου ἢ τῆς δραπετεύσεως τοῦ ἐκζητούμενου προσώπου.

3. Ἐφόσον τὰ ἐν λόγω ἀντικείμενα κατασχεθοῦν ἢ δημευθοῦν στὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση, τὸ Μέρος αὐτὸ μπορεῖ, γιὰ τοὺς σκοποὺς τρέχουσας ποινικῆς διαδικασίας, νὰ τὰ κρατήσει προσωρινὰ ἢ νὰ τὰ παραδώσει ὑπὸ τὸν ὅρο ὅτι θὰ ἐπιστραφοῦν.

4. Τὰ δικαιώματα τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἢ τῶν τρίτων ἐπὶ τῶν ἀντικειμένων παραμένουν ἐν τούτοις ἄθικτα.

Ἐὰν ὑπάρχουν τέτοια δικαιώματα, θὰ ἐπιστρέφονται τὸ νωρίτερο δυνατὸ τὰ ἀντικείμενα μόλις τελειώσει ἡ δίκη ἀνέξοδα στὸ Μέρος πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση.

Ἄρθρο 43.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ἐπιτρέπει, μετὰ ἀπὸ αἴτηση τοῦ ἄλλου Μέρους, τὴ διέλευση μέσα ἀπὸ τὸ ἔδαφός του τῶν ἐκδιδόμενων ἀπὸ ἕνα τρίτο Κράτος προσώπων πρὸς τὸ τελευταῖο αὐτὸ Μέρος. Ἡ αἴτηση ἀδείας διαβιβάζεται καὶ ἐξετάζεται σύμφωνα μὲ τοὺς ἴδιους κανόνες τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως.

2. Ἡ διέλευση τῶν προσώπων γιὰ τὰ ὁποῖα δὲν ἔλαβε χώρα ἔκδοση δυνάμει τῆς παρούσας Συμβάσεως μπορεῖ νὰ ἀπαγορευτεῖ.

Ἄρθρο 44.

Τὰ ἔξοδα ἐκδόσεως βαρύνουν τὸ Μέρος στὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου πραγματοποιήθηκαν. Τὰ ἔξοδα διελεύσεως βαρύνουν τὸ αἰτοῦν Συμβαλλόμενο Μέρος.

Ἄρθρο 45.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀνταλλάσσουν ἀμοιβαῖα πληροφορίες γιὰ τὸ ἀποτέλεσμα τῆς ποινικῆς διώξεως κατὰ τῶν ἐκδοθέντων προσώπων. Ἐὰν κατὰ τῶν προσώπων αὐτῶν ἐκδόθηκε καταδικαστικὴ ἀπόφαση ποὺ ἔχει ἰσχὺ δεδικασμένου, πρέπει νὰ ἀποσταλεῖ ἀντίγραφο τῆς ἀποφάσεως αὐτῆς.

Ἄρθρο 46.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ἀνακοινώνει στὸ ἄλλο πληροφορίες σχετικὰ μὲ τὶς καταδικαστικὲς ἀποφάσεις μὲ ἰσχὺ δεδικασμένου ποὺ ἐκδόθηκαν ἀπὸ τὶς δικαστικές του ἀρχὲς κατὰ ὑπηκόων τοῦ ἄλλου Μέρους· τὰ ὑφιστάμενα δακτυλικὰ ἀποτυπώματα τῶν καταδικασθέντων διαβιβάζονται συγχρόνως.

Ἄρθρο 47.

Μετὰ ἀπὸ αἴτηση τῶν ἁρμόδιων ἀρχῶν ἑνὸς τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν, παρέχονται δωρεὰν ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ ἄλλου Μέρους πληροφορίες σχετικὰ μὲ τὸ ποινικὸ μητρῶο τῶν προσώπων ποὺ διώκονται ἢ δικάζονται στὸ ἔδαφος τοῦ τελευταίου αὐτοῦ Μέρους. Ἡ διαβίβαση θὰ γίνεται σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 3 τῆς παρούσας συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΕΒΔΟΜΟ

Τελικὲς Διατάξεις

Ἄρθρο 48.

1. Ὑπὸ τὴν ἔννοια τῆς παρούσας Συμβάσεως:

α) ὁ ὅρος «μέτρα ἀσφαλείας» ὑποδηλοῖ ὅλα τὰ στερητικὰ τῆς ἐλευθερίας μέτρα ποὺ ἐπιβλήθηκαν σὲ συμπλήρωση ἢ σὲ ἀντικατάσταση ποινῆς ποὺ ἐπιβλήθηκε μὲ ἀπόφαση ποινικοῦ δικαστηρίου.

β) ὁ ὅρος «σὲ ἀστικὲς ὑποθέσεις» περιλαμβάνει ἐπίσης τὸ ἐμπορικὸ καὶ οἰκογενειακὸ δίκαιο καθὼς καὶ τὴν προσωπικὴ κατάσταση.

γ) ὁ ὅρος «δικαστικὴ ἀρχὴ» ἢ «δικαστήριο» ὑποδηλοῖ κάθε ἀρχὴ στὴν ἁρμοδιότητα τῆς ὁποίας εἶναι νὰ γνωρίζει, νὰ διευθετεῖ ἢ νὰ ἐκδικάζει τὶς ἀστικές, οἰκογενειακὲς καὶ ποινικὲς ὑποθέσεις σύμφωνα μὲ τὴ νομοθεσία τοῦ κράτους της.

2. Ἐὰν οἱ διατάξεις τῆς παρούσας Συμβάσεως ἀπαιτοῦν μετάφραση τῶν αἰτήσεων καὶ τῶν δικαιολογητικῶν ἢ τῶν ἄλλων ἐγγράφων, αὐτὴ θὰ γίνεται στὴ γλώσσα τοῦ Μέρους πρὸς τὸ ὁποῖο ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση ἢ στὰ γαλλικά.

Ἄρθρο 49.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβαση θὰ ἐπικυρωθεῖ καὶ θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ τὴν τριακοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴν ἀνταλλαγὴ ἐπικυρώσεων ποὺ θὰ γίνει στὴ Δαμασκό.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβαση θὰ μπορεῖ νὰ καταγγελθεῖ ἀπὸ κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος. Ἡ καταγγελία θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἕξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία λήξεως τῆς γνωστοποιήσεώς της ἀπὸ τὸ ἄλλο Συμβαλλόμενο Μέρος.

Σὲ πίστωση τῶν ἀνωτέρω, οἱ πληρεξούσιοι τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν ὑπέγραψαν τὴν παροῦσα Σύμβαση καὶ ἔθεσαν τὶς σφραγῖδες τους.

Ἔγινε στὴν Ἀθήνα στὶς 2 Ἰουνίου 1981 σὲ δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα στὴ γαλλικὴ γλώσσα. Καὶ τὰ δύο κείμενα ἔχουν τὴν ἴδια ἰσχύ.

Γιὰ τὴν Ἑλληνικὴ Δημοκρατία
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Γιὰ τὴ Συριακὴ Ἀραβικὴ Δημοκρατία
KHALED MALKI

Ἄρθρο δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 14 Ἰουνίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ	**ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Ἀθήνα, 16 Ἰουνίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1451

Κύρωση Συμφωνίας επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Συμφωνία επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας, που υπογράφτηκε στην Αθήνα στις 21 Ιουλίου 1979, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στην ελληνική και αγγλική γλώσσα έχει ως εξής :

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Επιστημονικής και Τεχνικής Συνεργασίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας.

Οι Κυβερνήσεις της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας (που στο εξής θα αναφέρονται ως Συμβαλλόμενα Μέρη),

Έχοντας υπόψη τις φιλικές σχέσεις που υπάρχουν μεταξύ των δύο χωρών και των λαών τους,

Έχοντας την επιθυμία να συσφίξουν και να προωθήσουν περαιτέρω τις φιλικές τους σχέσεις με βάση την ισότητα και την αμοιβαιότητα,

Αναγνωρίζοντας τα οφέλη που θα προκύψουν για τις δύο χώρες από στενότερη επιστημονική και τεχνική συνεργασία, συμφώνησαν τα ακόλουθα :

Άρθρο 1.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν να αναπτύξουν την επιστημονική και τεχνική συνεργασία τους και την ανταλλαγή τεχνικών γνώσεων με σκοπό την προώθηση της οικονομικής αναπτύξεως των δύο χωρών.

Άρθρο 2.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν να προωθήσουν και να διευκολύνουν την εκτέλεση έργων και προγραμμάτων που θα προκύψουν από την επιστημονική και τεχνική συνεργασία, με βάση τους στόχους της κοινωνικής και οικονομικής αναπτύξεως των δύο χωρών.

Άρθρο 3.

Η επιστημονική και τεχνική συνεργασία που καθορίζεται από την παρούσα Συμφωνία θα περιλαμβάνει τους εξής τομείς :

α) Ανταλλαγή υποτροφιών για εξειδικευμένη εκπαίδευση, σύμφωνα με τις διαδικασίες που θα καθορισθούν με αμοιβαία συμφωνία.

β) Ανταλλαγή επιστημόνων, ερευνητών, ειδικών, εμπειρογνωμόνων, καθηγητών, συμβούλων και τεχνικών.

γ) Από κοινού προώθηση μελετών και σχεδίων που θα συμβάλουν στην κοινωνική και οικονομική ανάπτυξη των δύο χωρών και θα ενθαρρύνουν την τεχνική συνεργασία μεταξύ αντίστοιχων οργανισμών, ινστιτούτων και επιχειρήσεων.

δ) Από κοινού αντιμετώπιση επιστημονικών και τεχνικών προβλημάτων, κατάρτιση και εκτέλεση κοινών ερευνητικών προγραμμάτων, των οποίων τα αποτελέσματα μπορούν να εφαρμοσθούν στη βιομηχανία (συμπεριλαμβανομένης της χημικής βιομηχανίας, βιομηχανίας τροφίμων και μηχανολογικής), γεωργία (συμπεριλαμβανομένης της ζωϊκής παραγωγής και της αλιείας) και άλλους τομείς και ανταλλαγή εμπειριών και τεχνολογικών γνώσεων (know-how) που θα προκύψουν.

ε) Όλες οι άλλες μορφές επιστημονικής και τεχνολογικής συνεργασίας συμπεριλαμβανομένης και της επί τόπου πρακτικής εξασκήσεως χειροτεχνών (σε σύγχρονες και παραδοσιακές τέχνες), τεχνικών και διοικητικού προσωπικού, όπως από κοινού συμφωνηθεί μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών.

στ) Ανταλλαγή ή και συντονισμός επιστημονικών και τεχνικών πληροφοριών, προδιαγραφών και τεκμηριώσεως.

η) Οργάνωση διμερών επιστημονικών και τεχνικών σεμιναρίων και κύκλων εκπαιδευτικών μαθημάτων, σχετικά με τα προβλήματα που ενδιαφέρουν τις δύο χώρες.

Άρθρο 4.

Η ανταλλαγή εκπαιδευτικών υποτροφιών και ειδικών, που αναφέρονται στις παραγράφους (α) και (β) του Άρθρου 3 της παρούσας Συμφωνίας, περιλαμβάνει τους τομείς γεωργίας, εγγειοβελτιωτικών έργων και αρδεύσεων, ηλεκτρισμού, βιομηχανίας, τουρισμού, μεταλλειολογίας, πετρελαίου, γεωλογίας, τηλεπικοινωνιών, μεταφορών και άλλους τομείς, που από κοινού θα συμφωνηθούν στα ετήσια προγράμματα συνεργασίας που προβλέπονται στο Άρθρο 8.

Άρθρο 5.

Οι οικονομικοί όροι αυτών των ανταλλαγών θα διατυπωθούν στο εκτελεστικό πρόγραμμα που αναφέρεται στο Άρθρο 8.

Άρθρο 6.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος συμφωνεί ν' αναλάβει όλα τα απαραίτητα μέτρα ώστε να διευκολύνει την εκτέλεση των έργων που θα αναληφθούν στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 7.

Οι αντικειμενικοί σκοποί της παρούσας Συμφωνίας θα υλοποιηθούν με την εφαρμογή ετήσιων προγραμμάτων που θα υιοθετηθούν από τα Συμβαλλόμενα Μέρη. Τα προγράμματα αυτά θα προσδιορίζουν την έκταση, τους τομείς και τις μορφές της συνεργασίας, συμπεριλαμβανομένων και των οικονομικών όρων και προϋποθέσεων.

Άρθρο 8.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν να συστήσουν Μικτή Ελληνο—Συριακή Επιτροπή για την επιστημονική και τεχνική συνεργασία, που θα αποτελείται από αρμόδιους κρατικούς λειτουργούς και ειδικούς ίσου αριθμού από κάθε χώρα. Η Επιτροπή θα συνέρχεται κάθε χρόνο στην Ελλάδα ή Συρία εκ περιτροπής και θα έχει τις εξής αρμοδιότητες:

α) Την κατάρτιση και εκπόνηση ετήσιων προγραμμάτων επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας και των αντίστοιχων εκτελεστικών προγραμμάτων.

β) Τον από κοινού συντονισμό και την επίβλεψη της εξελίξεως της συνεργασίας και την εξάλειψη όλων των εμποδίων που μπορεί να παρεμβάλλονται.

γ) Τη συγκρότηση ομάδων εργασίας σε ειδικότερα θέματα όπως η ρύθμιση των αναγκαίων διαδικασιών για την εκτέλεση των αποτελεσμάτων των κοινών ερευνητικών προγραμμάτων.

Άρθρο 9.

Οι εκτελεστικές Υπηρεσίες, στις οποίες ανατίθεται η εκτέλεση της παρούσας Συμφωνίας θα είναι, από την ελληνική πλευρά το Υπουργείο Συντονισμού (η Υπηρεσία Επιστημονικής Έρευνας και Τεχνολογίας και η Γενική Διεύθυνση Διεθνών Οικονομικών Σχέσεων) και από τη συριακή πλευρά η Κρατική Επιτροπή Προγραμματισμού.

Άρθρο 10.

Τα πρωτόκολλα ή συμβόλαια, στα οποία θα στηριχθεί η ανάπτυξη της συνεργασίας μεταξύ των οργανισμών, επιχειρήσεων και ινστιτούτων που ασχολούνται με την επιστήμη και τεχνολογία στις δύο χώρες, θα υπογραφούν σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς που ισχύουν σε κάθε χώρα. Τα εν λόγω πρωτόκολλα ή συμβόλαια θα καλύπτουν τα θέματα αμοιβών για χορήγηση άδειας χρήσεως τεχνολογικών γνώσεων (know-how) και ευρεσιτεχνιών, ανταλλαγής ευρεσιτεχνιών και των όρων που θα διέπουν την αμοιβαία εφαρμογή τους, τις συνθήκες ή την εισαγωγή στην παραγωγή και άλλα σχετικά θέματα.

Άρθρο 11.

Η παρούσα Συμφωνία θα ισχύσει από την ημέρα ανταλλαγής των κυρωτικών εγγράφων μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών και για χρονικό διάστημα 4 ετών. Στη συνέχεια, θα ανανεούται αυτομάτως για μία ακόμη τετραετία, εκτός εάν καταγγελθεί γραπτώς από το ένα των Συμβαλλόμενων Μερών 6 μήνες πρίν από τη λήξη της. Στην περίπτωση καταγγελίας της Συμφωνίας, τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα ρυθμίσουν με ειδικές διατάξεις όλα τα εκκρεμή θέματα στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας.

Υπογράφηκε στην Αθήνα, την 21 Ιουλίου 1979, σε 3 πρωτότυπα, στην ελληνική, αραβική και αγγλική γλώσσα, που όλα έχουν την ίδια ισχύ. Σε περίπτωση διαφοράς των κειμένων, θα επικρατεί το αγγλικό κείμενο.

Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας	Για την Κυβέρνηση της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ	Δρ. GEORGE HORANTEH
Υπουργός Συντονισμού	Υπουργός Προγραμματισμού

AGREEMENT

on Scientific and Technical Cooperation between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Syrian Arab Republic.

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the Syrian Arab Republic (hereinafter referred to as «The Contracting Parties».

Bearing in mind the friendly relations existing between the two States and their peoples ;

Desiring to further strengthen énd promote these friendly relations on the basis of equality and mutual benefits;

Recognizing the benefits to be derived by the two countries from closer scientific and technical cooperation ;

Have agreed as follows :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to develop their scientific and technical cooperation and the exchange of technical knowledge for promoting the economic development of the two countries.

Article 2.

The Contracting Parties undertake to promote and facilitate the implementation of projects and programmes arising out of such scientific and tecnical cooperation in accohrdance with the objectives of social and economic development of their respective countries.

Article 3.

The scientific and technical cooperation provided for by the present Agreement shall cover the following fields :

a) Exchange of scholarships for specialized triaining, in accordance with procedures to be determined by mumutual agreement;

b) Exchange of scientists , research workers, experts, specialists, scholars, consultants and technicians;

c) Joint promotion of studies and schemes likely to contribute to the social and econimic development of the two countries and to encourage technical cooperation between respective organizations. institutions and enterprises ;

d) Joint identification of scientific and technical problems, formulation and implementation of joint research programmes, which may lead to the application of the results of such research to industry (including chemicals, foodstuff, engineering), agriculture (including animal husbandry and fishing) and other fields, and exchange of experience and know—how resulting therefrom ;

e) All other forms of scientific and technical cooperation including practical in-job training for craftsmen (in modern and traditional crafts), technicians and executive personnel as may be mutually agreed between the Contracting Parties ;

f) Exchange and or coordination of scientifiec and technical information, specifications and documentation ;

g) Organization of bilateral scientific and technical seminars and training courses convering problems of interest to the two countries.

Article 4.

The exchange of training scholarships and experts referred to in Article 3, paragraphs (a) and (b), of the Agreement will include the fields of agricueture, land reclamation and irrigation, electricity, industry, tourism, mining, oil and geology, telecommunications, transportation and other fields as may be mutually agreed upon in the annual programmes of cooperation.

Article 5.

The financial conditions for such exchanges shall be laid down in the Executive Programmes referred to in Article 8 .

Article 6.

Each Contracting Party agrees to take all necessary-measures to facilitate the fulfilment of tasks to be executed in conformity with the present Agreement.

Article 7.

The objectives of this Agreement shall be realized through the implementation of progr mmes agreed upon annually by the Contracting Parties. Such programmes shall specify the range, subjects and forms of cooperation including the financial terms and conditions.

Article 8.

The two parties agree to constitute a Joint Greek-Syrian Committee for Scientific and Technical Cooperation composed of an equal number of competent government officials and experts from each country. The Committe will meet every year in Greece or Syria alternatively and will be responsible for :

a) the formulation and elaboration of annual programmes of scientific and technical cooperation and the corresponding Executive Programmes;

b) the joint coordination and supervision of the level of progress of the cooperation and the elimination of all obstacles that may impede it ;

c) the organization of working groups for specialized subjects, such as arranging for the necessary procedures for the implementation of the results of the joint research projacts.

Article 9.

Executive Agencies entrusted with the implementation of the present Agreement will be, on the Hellenic side the Ministry of Coordination (Scientific Research and Technology Agency and the General Directorate for International Economic Relations) and on the Syrian side the State Planning Commission.

Article 10.

Protocols or contracts, which shall be basis for developing cooperation between organizations, enterprises and institutions concernend with science and technology in the two countries, shall be signed in accordance with the laws and regulations in force in each country. Such protocols or contracts would cover the compensation for licencing know-how or utilization of patents, exchange of patents and conditions governing their joint application, conditions or introduction in production and related matters.

Article 11.

The present Agreement shall come into effect upon exchange of the instruments of ratification between the Contracting Parties, and shall remain in force for a period of four years. Thereafter, it shall be automatically renewed for a further period of four years, unless one of the Contracting Parties gives to the other written notice of its intention to terminate this Agreement six months before it expires. In case of termination of the Agreement, the Contracting Parties shall settle, through special arrangements, all outstanding matters undertaken within the framework of this Agreement.

Done in Athens on the 21st day of July 1979 in three originals, in the Arabic, Hellenic and English languages, all texts being equally authentic. In case of doubt, the English text shall prevail.

For the Government of the Hellenic Republic	For the Government of the Syrian Arab Republic
CONST. MITSOTAKIS Minister of Coordination	Dr. GEORGE HORANTEH Minister of State For Planning Affairs

Άρθρο δεύτερο.

Πρωτόκολλα — Πρακτικά που καταρτίζονται σε εκτέλεση της Συμφωνίας από τη Μικτή Επιτροπή του άρθρου 8 αυτής εγκρίνονται με κοινή απόφαση των αρμόδιων κατά περίπτωση Υπουργών.

Άρθρο τρίτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 15 Ιουνίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ **ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΛΑΖΑΡΗΣ**	ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**
ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ **ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ**	ΔΗΜΟΣΙΩΝ ΕΡΓΩΝ **ΑΠ. ΑΘ. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ**
ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ **ΑΠΟΣΤ. ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ**	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ **ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ**
ΓΕΩΡΓΙΑΣ **ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ**	ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΦΥΣΙΚΩΝ ΠΟΡΩΝ **ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΚΟΥΛΟΥΜΠΗΣ**
ΕΡΕΥΝΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ **ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΛΙΑΝΗΣ**	ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ **ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΑΚΡΙΤΙΔΗΣ**

ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ

ΓΕΩΡΓ. ΚΑΤΣΙΦΑΡΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 16 Ιουνίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ